



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture



Objectifs de
développement
durable

La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation

Guide à l'intention des
décideurs politiques



Secteur de l'éducation de l'UNESCO

L'éducation est la priorité première de l'UNESCO car c'est un droit humain fondamental et la base pour construire la paix et faire progresser le développement durable. L'UNESCO est l'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, et son Secteur de l'éducation assure un rôle moteur aux niveaux mondial et régional dans ce domaine, renforce les systèmes nationaux d'éducation et répond aux défis mondiaux actuels par le biais de l'éducation, en mettant tout particulièrement l'accent sur l'égalité des genres et l'Afrique.



L'agenda mondial Éducation 2030

En tant qu'institution des Nations Unies spécialisée pour l'éducation, l'UNESCO est chargée de diriger et de coordonner l'agenda Éducation 2030, qui fait partie d'un mouvement mondial visant à éradiquer la pauvreté, d'ici à 2030, à travers 17 Objectifs de développement durable. Essentielle pour atteindre chacun de ces objectifs, l'éducation est au cœur de l'Objectif 4 qui vise à « assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie. » Le Cadre d'action Éducation 2030 définit des orientations pour la mise en oeuvre de cet objectif et de ces engagements ambitieux.



Publié en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
7, place de Fontenoy, 75352 Paris 07 SP, France

© UNESCO 2017

ISBN 978-92-3-200124-5



Œuvre publiée en libre accès sous la licence Attribution-ShareAlike 3.0 IGO (CC-BY-SA 3.0 IGO) (<http://creativecommons.org/licenses/by-sa/3.0/igo/>). Les utilisateurs du contenu de la présente publication acceptent les termes d'utilisation de l'Archive ouverte de libre accès UNESCO (www.unesco.org/open-access/terms-use-ccbysa-fr).

Titre original : *Preventing violent extremism through education: A guide for policy-makers*

Publié en 2017 par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture

Les désignations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'UNESCO aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Les idées et les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs ; elles ne reflètent pas nécessairement les points de vue de l'UNESCO et n'engagent en aucune façon l'Organisation.

Photo de couverture : Guillermo del Olmo/Shutterstock.com

Mise en page et impression dans les ateliers de l'UNESCO

Imprimé en France

La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation

Guide à l'intention des
décideurs politiques

Avant-propos

Depuis plusieurs années, les attaques perpétrées par des groupes extrémistes violents se multiplient. Les tragédies dont nous sommes témoins frappent tous les continents : l'extrémisme violent ne connaît pas de frontière, aucune société n'est épargnée. C'est pour les jeunes, toutefois, que le risque est le plus grand. Cibles privilégiées des stratégies de recrutement, ils sont aussi victimes de la violence extrémiste. Nous courons le risque, et ce phénomène en est l'avertissement, de perdre toute une génération de jeunes en proie au désespoir et au désengagement.

Face à de telles menaces, la solution unique n'existe pas. Quoique importantes, les réponses sécuritaires sont insuffisantes et ne permettront pas de s'attaquer aux nombreux facteurs sous-jacents qui alimentent l'extrémisme violent et conduisent les jeunes à adhérer à des groupes extrémistes violents. Nous avons besoin de la « puissance douce » de l'éducation. Et surtout, nous avons besoin d'une éducation de qualité qui soit pertinente, inclusive et équitable.

Ce préalable indispensable à toute action efficace suppose que les pays mettent simultanément en œuvre des réponses à court, moyen et long terme. C'est pour aider les pays dans leurs efforts que l'UNESCO a élaboré *La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation – Guide à l'intention des décideurs politiques*. Ce Guide fait également suite à la décision adoptée par le Conseil exécutif de l'UNESCO à sa 197^e session (197 EX/46) par laquelle les États membres reconnaissent le rôle fondamental de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent, et demandent à l'UNESCO de les aider dans cette démarche.

Complétée par le *Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent* élaboré par l'UNESCO, cette nouvelle publication fournit des conseils techniques aux professionnels de l'éducation (décideurs politiques, enseignants et parties prenantes de l'éducation) sur les moyens à mettre en œuvre pour s'attaquer aux problèmes spécifiques que pose l'extrémisme violent dans chaque société. Le présent Guide vise plus particulièrement à aider les responsables de l'élaboration des politiques au sein des ministères de l'éducation à fixer des priorités, et à planifier et mettre en œuvre des mesures préventives concrètes.

À la recherche de réponses durables, nous ne saurions trop insister sur le fait qu'une solution unique n'existe pas. Les stratégies éducatives d'appui à la prévention varient considérablement en fonction des contextes (situation de conflit, facteurs démographiques, modèle de citoyenneté, système éducatif public/privé). Les différentes mesures de prévention devraient cependant avoir en commun de s'attaquer aux facteurs de l'extrémisme violent et de renforcer la résilience des apprenants face aux discours de haine et à la propagande qui légitiment le recours à la violence.

Nous partageons tous l'espoir que ce Guide fournira aux États membres les outils dont ils ont besoin pour concevoir des systèmes éducatifs qui contribuent à l'édification de sociétés pacifiques et à une plus grande cohésion sociale, au moyen d'une éducation de qualité pertinente et équitable.



Qian Tang, Ph. D.
Sous-Directeur général pour l'éducation

Remerciements

L'UNESCO tient à exprimer sa reconnaissance à tous ceux qui ont consacré leur temps et leurs efforts à préparer, produire et commenter ce *Guide à l'intention des décideurs politiques pour la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation*.

Le Guide a été élaboré sous la supervision de Soo-Hyang Choi, Directrice de la Division pour l'inclusion, la paix et le développement durable, et d'Alexander Leicht, Chef de la Section de l'éducation pour le développement durable et la citoyenneté mondiale, au Siège de l'UNESCO. Nous remercions tout particulièrement Lydia Ruprecht, qui a dirigé la coordination et la publication de ce Guide. Le travail et les précieux commentaires fournis au sein de la Section par Karel Fracapane, Joyce Poan, Alice Mauske, Iaroslava Kharkova et Juan Pablo Ramirez-Miranda ont également été déterminants pour la production du Guide.

Ce travail n'aurait pas été possible sans la précieuse contribution de Lynn Davies, professeur émérite d'éducation internationale, Université de Birmingham, et de Gabriele Göttelmann, consultante en politiques publiques.

L'UNESCO doit beaucoup aux experts qui lui ont fait part de leurs observations, en particulier à ceux qui ont participé à la Réunion d'experts sur la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation, organisée au Siège de l'UNESCO (21-22 mars 2016, Paris, France) ainsi qu'aux autres experts. Je remercie pour leur contribution E. S. Agbana (ONSA, Nigeria), Mohammed Benabdelkader (Commission nationale marocaine pour l'éducation, la culture et les sciences, Maroc), Herman Debarice-Okomba (Centre de prévention de la radicalisation menant à la violence, Canada), Imed Frikha (Maison de la Tunisie, France), Véronique Gasté (Ministère de l'Éducation et de la Recherche, France), George Godia (Délégation permanente du Kenya auprès de l'UNESCO), Alev Kiliç (AVIM, Turquie), Zénon Kowal (Délégation générale Wallonie-Bruxelles à Paris), Marie-Christine Lecompte (Centre mondial du pluralisme, Canada), Susan Njau (Ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie, Kenya), Kumar Ramakrishna (École d'études internationales, Université de technologie

de Nanyang, Singapour), Aneela Shah (Centre de réhabilitation Sabaoon, Swat, Pakistan), Gry Ulverud (Délégation permanente de la Norvège auprès de l'UNESCO), Hugo Wester (Agence nationale pour l'éducation, Suède), Nilse Ryman (UNRWA), Bénédicte Robert (Commission européenne), Caroline Pontefract (UNRWA), Kelly Simcock (The Tim Parry Johnathan Ball Foundation for Peace), Christopher Reynolds (Conseil de l'Europe) et Milica Popovic.

Un remerciement tout particulier est adressé aux nombreuses personnes qui ont participé à la Conférence internationale de l'UNESCO Prévenir l'extrémisme violent par l'éducation : Agissons (19-20 septembre 2016, New Delhi, Inde), et qui ont apporté une contribution en partageant leurs expériences, leurs attentes et leurs idées sur le rôle de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent.

L'Organisation exprime également sa sincère gratitude à nos collègues du Siège et des Bureaux hors Siège, qui ont examiné ce document et formulé des observations : Gwang-Chol Chang, Francisco Gómez Durán, Ricardo de Guimaraes-Pinto, Cynthia Guttman, Louise Haxthausen, Paul Hector, Xavier Hospital, Irmgarda Kasinskaite, Dov Lynch, Philippe Maalouf, Souria Saad-Zoi, Jorge Sequeira, Rovani Sigamoney et Akemi Yonemura. Nos remerciements s'adressent aussi à nos collègues des instituts de l'UNESCO, Anantha Kumar Duraiappah (MGIEP), Hyo-Jeong Kim (APCEIU), Anna Chung (APCEIU) et Morten Sigsgaard (IPE).

Il convient enfin de remercier tous ceux qui ont contribué à la production de ce Guide : Chantal Lyard et Cathy Nolan pour la révision, María Jesús Ramos pour la conception originale et la mise en page, ainsi que Martin Wickenden, qui a assuré les services de liaison dans le cadre de la production du présent Guide.

Table des matières

1. Introduction	10
2. Comprendre l'extrémisme violent	18
2.1. Difficultés terminologiques	18
2.2. Facteurs et parcours	21
2.3. Rôle de l'éducation	23
3. Domaines d'action	31
3.1. Politiques en faveur de l'inclusion et de la diversité	31
3.2. Les pédagogies qui renforcent la résilience et l'engagement constructif	34
3.3. Des environnements scolaires sûrs et accueillants	39
3.4. Mesures ciblées en direction des élèves à risque	43
3.5. Coopération des parties prenantes	48
4. Modalités de mise en œuvre	59
4.1. Approches sectorielles	62
4.2. Approches fondées sur le programme d'enseignement	63
4.3. Formation et soutien des enseignants	65
4.4. Approches et interventions à l'échelle de l'établissement	67
4.5. Éducation non formelle et approches communautaires	68
4.6. Partenariats intersectoriels	70
5. Questions fréquemment posées	74
Notes	79

1. Introduction

1. Introduction

Contexte – L'extrémisme violent constitue désormais une réelle menace qui s'étend aux sociétés du monde entier. Dans les pays développés comme dans les pays en développement, il compromet la sécurité, le bien-être et la dignité d'innombrables personnes ainsi que leur mode de vie pacifique et durable. Il constitue en outre un défi majeur pour les droits de l'homme. À ce jour, les problèmes que pose l'extrémisme violent ont été essentiellement mesurés à l'aune de considérations militaires et sécuritaires. Ainsi, de 2001 à 2017, le Gouvernement américain aura à lui seul consacré près de 1,78 billion de dollars des États-Unis à la lutte contre le terrorisme. On estime que les dépenses de l'Union européenne sont passées de 5,7 millions d'euros en 2002 à 93,5 millions d'euros en 2009. Les gouvernements sont de plus en plus conscients qu'il ne suffira pas d'allouer des crédits supplémentaires aux efforts engagés en matière de sécurité pour assurer à tous une protection contre les attentats terroristes perpétrés par des extrémistes violents. C'est dans un cadre holistique qu'il importe de considérer la prévention de l'extrémisme violent.

Stratégie mondiale – Dans ce contexte, le cinquième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies¹ (30 juin-1^{er} juillet 2016) a permis de souligner une fois encore, entre autres objectifs, l'importance que revêt la prévention, et a accueilli favorablement le *Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent* (lancé en décembre 2015). À cette occasion, l'Assemblée générale des Nations Unies a invité les pays à envisager de mettre en œuvre, avec le soutien des Nations Unies, les recommandations qu'ils jugeront pertinentes, compte tenu de leur contexte national.

Dans ce Plan, le Secrétaire général des Nations Unies préconise une approche globale afin de s'attaquer aux facteurs sous-jacents qui conduisent certains individus à adhérer à des groupes extrémistes violents. Le soutien à l'éducation, au renforcement des compétences et à la facilitation de l'accès à l'emploi figure parmi ses domaines d'action prioritaires afin de promouvoir le respect de la diversité humaine et de préparer les jeunes à accéder à l'emploi. Il recommande également d'investir

dans les programmes qui encouragent la citoyenneté mondiale et assurent une éducation complète, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, notamment dans les filières techniques et professionnelles.

De son côté, le Conseil exécutif de l'UNESCO a adopté, à sa 197^e session, une décision sur le *Rôle de l'UNESCO dans la promotion de l'éducation comme outil de prévention de l'extrémisme violent*², qui reconnaît le rôle de catalyseur que joue l'éducation pour renforcer la résilience des jeunes. La décision préconise par ailleurs que cette action s'inscrive dans le droit fil de l'engagement plus large de l'UNESCO en faveur de l'éducation à la citoyenneté mondiale, de l'éducation aux droits de l'homme et des autres initiatives prises par l'Organisation pour prévenir l'extrémisme violent dans les domaines de la culture et de la communication.

Documents, résolutions et décisions des Nations Unies et de l'UNESCO concernant la prévention de l'extrémisme violent

- Résolution 60/288 de l'Assemblée générale des Nations Unies, Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, A/RES/60/288 (8 septembre 2006)³.
- Résolution 2178 du Conseil de sécurité des Nations Unies, Menaces contre la paix et la sécurité internationales résultant d'actes de terrorisme, S/RES/2178 (24 septembre 2014)⁴.
- Décision du Conseil exécutif de l'UNESCO 197 EX/46, Rôle de l'UNESCO dans la promotion de l'éducation comme outil de prévention de l'extrémisme violent (7 octobre 2015)⁵.
- Résolution 2250 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur la jeunesse, la paix et la sécurité, S/RES/2250 (9 décembre 2015)⁶.
- Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent. Rapport du Secrétaire général, A/70/674 (janvier 2016)⁷.
- Résolution 70/291 de l'Assemblée générale des Nations Unies, Examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, A/RES/70/291 (1^{er} juillet 2016)⁸.
- Résolution 30/15 du Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, les Droits de l'homme et l'action menée pour prévenir et combattre l'extrémisme violent⁹.

Réponse de l'UNESCO – À partir des stratégies préconisées par les Nations Unies et le Conseil exécutif de l'UNESCO, le Secteur de l'éducation de l'UNESCO cherche à renforcer les capacités des parties prenantes clés de l'éducation, à savoir, les responsables de l'élaboration des politiques éducatives, les enseignants, le personnel scolaire et les acteurs travaillant dans les contextes éducatifs non formels. À cette fin, le Secteur élabore des guides destinés à l'ensemble de ces acteurs :

- Au cours du premier semestre 2016, le secteur a publié le *Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent*, qui a été traduit en quatre langues des Nations Unies, l'anglais, l'arabe, le français et le russe.
- Le présent guide s'adresse aux responsables de l'élaboration des politiques éducatives, au personnel scolaire et à l'ensemble des éducateurs. Il propose des conseils pratiques sur les actions à mener au sein du système éducatif, dans les écoles et dans tous les contextes d'apprentissage, pour renforcer les mesures de prévention efficaces.

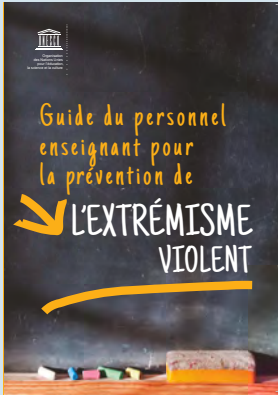
Les efforts déployés par l'UNESCO dans ce domaine contribuent à la réalisation d'Éducation 2030, l'agenda mondial pour l'éducation, et, plus particulièrement, de la cible 4.7 associée à l'Objectif de développement durable 4 (ODD 4) relatif à l'éducation.

D'un point de vue organisationnel, c'est depuis le Siège et les Bureaux hors Siège de l'Organisation que sont conçues les activités conjointes et la coopération intersectorielle entre les secteurs de l'éducation, des sciences sociales et humaines, de la communication et de la culture :

- **L'éducation comme outil de prévention de l'extrémisme violent** – L'UNESCO s'efforce d'aider les pays à dispenser des programmes éducatifs qui renforcent la résilience des jeunes face aux messages propagés par l'extrémisme violent, et qui favorisent un sentiment positif d'identité et d'appartenance. Ce travail est mené à bien dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté mondiale.
- **Les médias et les coalitions en ligne pour la prévention de l'extrémisme violent** – En tirant parti de la portée mondiale d'Internet et de ses

multiples réseaux de partenaires, l'UNESCO mobilise les parties prenantes – en particulier les jeunes, les décideurs politiques, les chercheurs et les acteurs des médias – pour prendre des mesures efficaces, tant en ligne qu'hors ligne, afin de prévenir et de combattre l'extrémisme violent et la radicalisation sur Internet. Ces actions passent notamment par une aide à la conception d'argumentaires visant à contrer les contenus extrémistes en ligne, à combattre les propos haineux sur Internet et à renforcer les capacités des parties prenantes à élaborer des réponses novatrices ; et tout cela en encourageant la protection de la liberté d'expression, de la vie privée et des autres libertés fondamentales.

- **Participation et autonomisation des jeunes** – L'équipe de l'UNESCO chargée de la jeunesse s'attache à créer un environnement propice à l'autonomisation et à la participation démocratique des jeunes, afin que les jeunes femmes et les jeunes hommes aient la possibilité de devenir des citoyens du monde actifs. Dans le cadre de la réponse transversale qu'elle a apportée à la résolution 2250 du Conseil de sécurité sur la Jeunesse, la paix et la sécurité, l'équipe place les jeunes hommes et les jeunes femmes au cœur même de l'action menée pour s'attaquer aux causes profondes de l'extrémisme violent. Grâce aux passerelles établies entre l'éducation, les sciences sociales et humaines, la communication et l'information, ainsi que la culture, les jeunes gens peuvent bénéficier d'une formation diversifiée et acquérir les compétences et le soutien nécessaires pour devenir des citoyens actifs et engagés, et prendre la tête du mouvement mondial en faveur de la création d'un monde de paix.
- **Célébrer la diversité culturelle** – L'UNESCO associe les jeunes à la protection de toutes les formes de patrimoine et à la promotion de la diversité culturelle pour favoriser l'avènement de sociétés plus équitables, inclusives et pacifiques. À cette fin, elle a lancé la campagne #Unite4Heritage ainsi que des programmes éducatifs sur le patrimoine et la créativité. Ces initiatives favorisent l'engagement des jeunes en faveur de la protection, de la promotion et de la transmission de toutes les formes de patrimoine ainsi que leur participation active à la vie culturelle.



Le Guide du personnel enseignant pour la prévention de l'extrémisme violent publié par l'UNESCO est un ouvrage de référence pratique et concis destiné aux enseignants et aux éducateurs du second cycle du primaire et du premier cycle du secondaire. Il explique comment conduire des discussions de classe sur des sujets controversés afin de prévenir l'extrémisme violent.

Les données factuelles présentées dans le Guide réfutent les mythes et les malentendus qui entourent ces sujets, et apportent des messages positifs, comme ceux qui sont au cœur de la citoyenneté mondiale. Le Guide donne également des conseils pratiques et des recommandations sur la manière d'inciter les élèves à participer à des discussions et à des débats constructifs, et de préparer et organiser des discussions de classe consacrées à ce sujet. Enfin, il recense des documents et des références clés qui aideront les enseignants à aborder ces questions avec confiance.

Pour consulter le Guide :

<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002446/244676f.pdf>

Bénéficiaires – Ce Guide s'adresse principalement aux acteurs et aux parties prenantes de l'éducation, à savoir, décideurs politiques, planificateurs, responsables de l'élaboration des programmes, formateurs des enseignants, chefs d'établissement, enseignants, conseillers pédagogiques et conseils d'administration des écoles. Bien que ce Guide concerne avant tout le système éducatif formel, les orientations et les principes généraux qu'il formule pourront intéresser les éducateurs travaillant dans des associations pour la jeunesse, des centres communautaires, des clubs sportifs, etc. Ce Guide sera également utile aux ONG et aux acteurs de la société civile qui travaillent avec des jeunes, car il donne des suggestions sur la façon de collaborer avec les jeunes – à l'école ou à l'extérieur – dans le cadre des efforts de prévention de l'extrémisme violent. Les parties prenantes qui travaillent dans des agences de développement trouveront également dans ce Guide une source d'inspiration qui les aidera à créer des

partenariats et à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités et des projets de prévention de l'extrémisme violent.

Structure du Guide – Le Guide se compose de cinq sections. Après l'introduction (section 1), la section 2 explique certains termes clés et souligne le rôle de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent. La section 3 sélectionne cinq grands domaines d'action pour l'élaboration des politiques de l'éducation (formelle et non formelle). Les mesures décrites dans cette section peuvent être diversement appliquées, en fonction du contexte. La section 4 répertorie les principales modalités de mise en œuvre. Enfin, la section 5 apporte des réponses aux questions récurrentes tirées des nombreuses consultations qui ont permis d'élaborer ce Guide. Cette section entend donner un éclairage sur les problèmes très concrets que peut rencontrer quiconque souhaite concevoir et appliquer des mesures de prévention de l'extrémisme violent au moyen de l'éducation.

Mode d'emploi – Étant donné la complexité du phénomène que constitue l'extrémisme violent, les opinions et les recommandations présentées dans ce Guide doivent être considérées comme une synthèse des réflexions engagées actuellement et des bonnes pratiques recensées par les professionnels de l'éducation. Ce Guide ne prétend pas être normatif. Les actions qu'il recommande peuvent être mises en œuvre, s'il y a lieu, après avoir été dûment adaptées au contexte afin que, dans chaque société, elles s'attaquent aux problèmes spécifiques que pose l'extrémisme violent.

Cette approche pragmatique est née du constat que, malgré des recherches de plus en plus abondantes sur les processus de radicalisation qui aboutissent à la violence, le phénomène de l'extrémisme violent reste difficile à appréhender. Selon les chercheurs¹⁰, on peut difficilement extrapoler à partir de cas individuels. Les généralisations ne sont d'ailleurs pas souhaitables, car elles risquent de stigmatiser certaines populations et, par voie de conséquence, d'alimenter tensions et conflits. Notre compréhension de ce phénomène en pleine expansion est si parcellaire qu'il importe de souligner que, de même que les voies qui mènent à l'extrémisme violent sont nombreuses et variées, il n'y a pas non plus de solution unique à ce problème.

2. Comprendre l'extrémisme violent

2. Comprendre l'extrémisme violent

2.1. Difficultés terminologiques

La terminologie qui se rapporte à l'extrémisme violent est complexe et encore largement sujette à controverse, et ce pour diverses raisons, la principale étant que nombre de termes employés dans ce domaine n'ont pas de définition universellement acceptée. Comme le souligne le *Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent*, les phénomènes de « terrorisme » et « d'extrémisme violent » échappent à toute définition claire. C'est de fait aux États membres qu'il appartient de les définir, même s'ils doivent, ce faisant, respecter les obligations qui leur incombent en vertu du droit international et, plus particulièrement, en vertu du droit relatif aux droits de l'homme.

Dans ce contexte, l'Assemblée générale des Nations Unies a décidé d'aborder ce problème avec « pragmatisme », sans chercher à apporter une définition de ces termes, mais au contraire en adoptant – par consensus – la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, qui propose une approche stratégique et opérationnelle commune pour prévenir le terrorisme. De la même façon, le *Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent* entend aborder ce problème avec pragmatisme sans aborder les questions de définition¹¹.

Dans les contextes internationaux, les débats sémantiques sont d'autant plus délicats que la traduction ajoute à la complexité. Incontestablement, la traduction peut modifier le sens des termes ou y apporter des nuances, multipliant ainsi les risques de malentendus entre les cultures.

En outre, étant donné que les spécialistes de la prévention de l'extrémisme violent viennent de secteurs de la société et de contextes divers, ils peuvent utiliser des mots similaires pour désigner des réalités différentes, ce qui ajoute un degré supplémentaire de complexité aux débats.

Faute de définition consensuelle, il est recommandé de définir ces notions à l'issue d'une réflexion menée au niveau national, afin que les multiples implications de chacun des termes utilisés soient parfaitement comprises. Il s'agit là d'une condition préalable à tout travail de planification.

Néanmoins, afin d'aider les décideurs politiques à mieux comprendre ces questions, et ce en dépit des difficultés de terminologie décrites ci-dessus, cette section examine les principaux termes employés dans le domaine de l'extrémisme violent.

Extrémisme – « Extrémisme » signifie littéralement « soutien et défense d'idées très éloignées de ce que la plupart des gens jugent correct »¹². Ainsi, « l'extrémisme » renvoie à des attitudes ou à des comportements considérés comme étant hors norme. Cette définition simple tirée du dictionnaire souligne le caractère fondamentalement subjectif de ce mot, dont le sens varie en fonction de la personne qui fixe la norme et juge, en vertu de cette norme, de ce qui est acceptable ou non.

Extrémisme violent – L'extrémisme violent ne fait l'objet d'aucune définition convenue au plan international¹³. Selon son acception la plus courante, qui est d'ailleurs celle que nous utiliserons dans ce Guide, ce terme renvoie aux opinions et aux actions de ceux qui approuvent la violence ou y ont recours au nom d'objectifs idéologiques, religieux ou politiques¹⁴. Cette définition inclut le terrorisme et d'autres formes de violence sectaire et motivée par des raisons politiques. Généralement, l'extrémisme violent désigne également un ou des ennemis qu'il prend pour cible de sa haine et de sa violence. Le recours à la violence motivé par des raisons idéologiques, et généralement étayé par des théories du complot, est au cœur du concept d'extrémisme violent.

Terrorisme – Le terrorisme se rapporte à une stratégie spécifique adoptée dans un but politique, et qui consiste plus particulièrement à susciter la peur et à l'exploiter délibérément. Dans une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies (A/RES/64/297) qui a marqué une étape décisive, les États membres ont condamné fermement et catégoriquement le terrorisme « sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, quels qu'en soient les auteurs, les lieux et les buts, car il constitue une des menaces les plus graves contre la paix et la sécurité internationales »¹⁵. Loin de répertorier le large éventail d'activités qui pourraient

entrer dans le champ du terrorisme, ce Guide se borne à aborder l'utilisation de la violence motivée par des raisons idéologiques. L'expression « extrémisme violent » et le mot « terrorisme » sont souvent, à tort, employés de manière interchangeable. Bien que le terrorisme représente une forme d'extrémisme violent, et qu'il soit également souvent motivé par des raisons idéologiques, le fondement conceptuel qui distingue le terrorisme de l'extrémisme violent est la création de la peur, ou de la terreur, comme moyen d'atteindre un but.

Radicalisation – Comme celui « d'extrémisme », le terme de « radicalisation » est très controversé lorsqu'il est employé dans le contexte de l'extrémisme violent. D'aucuns craignent en effet que l'utilisation de ce terme ne serve à justifier une restriction de la liberté d'expression. De fait, selon les circonstances, le mot « radical » se prête à des définitions diverses. Dans certains contextes, il signifie simplement « vouloir provoquer un changement politique ». Dans le contexte de la prévention de l'extrémisme violent, la « radicalisation » sert habituellement à décrire les processus par lesquels une personne adopte des opinions ou des pratiques extrêmes pouvant aller jusqu'à légitimer le recours à la violence¹⁶. La notion fondamentale ici, c'est le processus d'adhésion à la violence. Si l'on se réfère au processus par lequel une personne se mue en extrémiste violent, l'expression « radicalisation conduisant à la violence » sera plus appropriée qu'« extrémisme violent », qui désigne avant tout le recours à la violence motivé par des raisons idéologiques.

Résilience – La résilience désigne habituellement la capacité de l'individu à surmonter les difficultés qui ont une incidence négative sur son bien-être affectif et physique. Dans le contexte de l'extrémisme violent, la « résilience » renvoie à l'aptitude à résister – ou à ne pas adhérer – aux idées et aux opinions qui décrivent le monde à l'aide de vérités exclusives légitimant la haine et le recours à la violence. Dans le domaine de l'éducation, cela implique de renforcer les capacités des élèves en matière de réflexion critique, d'apprentissage par l'enquête et de vérification des données afin qu'ils ne se laissent pas séduire par les visions du monde simplistes et unidimensionnelles propagées par les groupes extrémistes violents. Le renforcement de la résilience chez les élèves et les jeunes est l'une des principales mesures que peut prendre le secteur de l'éducation pour faire barrage à la propagation de l'extrémisme violent.

2.2. Facteurs et parcours

Facteurs – Les racines de l'extrémisme violent et les causes de la radicalisation menant à la violence sont aussi diverses que multidimensionnelles. Il n'y a pas de signe unique qui indique avec certitude qu'un individu est à risque. On distingue habituellement deux types de facteurs : les facteurs de « répulsion » et les facteurs « d'attraction ». Les premiers se rapportent aux conditions propices à l'extrémisme violent. Il s'agit de processus plus larges qui peuvent « pousser » des individus vers les groupes extrémistes violents. On entend par facteurs d'attraction les motivations personnelles qui attirent les recrues potentielles, et les arguments qui peuvent être utilisés pour légitimer l'usage de la violence¹⁷.

Ces facteurs sont inventoriés ci-dessous afin d'aider les décideurs politiques à comprendre les cheminements personnels de la radicalisation, qui peuvent conduire un individu à commettre un acte de violence. Cet inventaire ne signifie pas que chaque facteur, considéré de façon isolée, représente nécessairement un « signe » de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent. Si la pauvreté, par exemple, peut dans certains cas contribuer à inciter des individus à rejoindre des mouvements extrémistes violents, il ne faudrait pas pour autant la considérer comme une cause unique ou nécessaire¹⁸.

Cette liste de facteurs est proposée à titre indicatif afin de faire comprendre que la conjugaison de plusieurs facteurs répulsifs et attractifs peut contribuer à expliquer en quoi les motivations personnelles, les rencontres et les choix peuvent, dans un contexte donné propice à l'extrémisme violent, être des motifs d'inquiétude.

Il est essentiel de bien saisir ces nuances pour éviter toute généralisation propre à provoquer la stigmatisation de certains groupes de population et à susciter un sentiment collectif de mécontentement et de rancœur qui contribuerait à alimenter les discours extrémistes et violents.

Facteurs de l'extrémisme violent

Facteurs d'attraction (motivations personnelles)	Facteurs de répulsion (conditions propices)
<ul style="list-style-type: none"> • Circonstances personnelles (quête existentielle et spirituelle d'identité et de sens, vision utopique du monde, ennui, crise d'adolescence, sentiment d'héroïsme, sentiment d'avoir une mission à accomplir, promesse d'aventure et de puissance, attirance pour la violence etc.) • Identification avec un ressentiment collectif et des discours de victimisation provoquant des réactions affectives très fortes qui peuvent être manipulées par des leaders charismatiques • Déformation et utilisation détournée des croyances, des idéologies politiques et des différences ethniques et culturelles (l'attrait de visions du monde simplistes qui divisent le monde entre « eux et nous », etc.) • L'attrait pour les chefs charismatiques et les communautés et réseaux sociaux (un recruteur charismatique offrant un accès au pouvoir et à l'argent, un sentiment d'appartenance à un groupe et à une communauté puissants, etc.) 	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de perspectives socio-économiques (pauvreté, chômage, corruption, etc.) • Marginalisation, injustice et discrimination (notamment, expérience de l'exclusion et de l'injustice, stigmatisation, humiliation) • Mauvaise gouvernance, violations des droits de l'homme et de l'état de droit (manque d'expérience/d'accès aux processus de dialogue et de débat, culture de l'impunité en cas de comportement illicite, violations du droit international relatif aux droits de l'homme commises au nom de la sûreté de l'État, manque de moyens pour exprimer ses opinions ou son mécontentement, etc.) • Conflits prolongés et non réglés • Processus de radicalisation en prison aboutissant à la légitimation de la violence • Etc.

Parcours – Pour produire un extrémiste violent, il n'existe pas de formule ou de recette toute faite alliant facteurs de répulsion et facteurs d'attraction. De plus, ces facteurs évoluent aux différentes étapes de l'existence. Les facteurs personnels de vulnérabilité à l'extrémisme violent peuvent changer au fil du temps et en fonction des circonstances. En conséquence, il n'existe pas de parcours type de

radicalisation menant à la violence. Il serait donc aussi difficile que vain d'essayer de discerner un ensemble immuable de « profils types » de l'extrémiste violent.

Les chercheurs spécialistes des conflits armés¹⁹ se servent de la théorie « avidité contre grief » (*greed versus grievance*) pour expliquer les deux motivations les plus répandues qui incitent les individus à s'engager dans des conflits violents. « L'avidité » renvoie à l'idée selon laquelle les combattants sont guidés par une analyse coûts-bénéfices. Appliquée à l'extrémisme violent, cette idée signifie qu'un individu adhère à des groupes extrémistes violents parce qu'attiré par les bénéfices qu'il est susceptible d'en tirer (argent, pouvoir, contrôle d'un territoire ou d'une population donnés). Le « grief » se rapporte à l'argument selon lequel les individus prennent les armes pour des motifs identitaires (origine ethnique, religion, classe sociale) et non pour améliorer leur situation économique.

Ces deux motivations ont en commun de considérer la violence comme un moyen acceptable d'obtenir rémunération, rétribution, compensation et/ou réparation.

2.3. Rôle de l'éducation

Que peut apporter l'éducation ? – L'éducation n'empêchera pas un individu de commettre un acte violent au nom d'une idéologie extrémiste violente. Une éducation pertinente et de qualité peut cependant créer des conditions qui rendront difficile la prolifération des idéologies et des actes extrémistes violents. Plus précisément, les politiques de l'éducation peuvent faire en sorte que les lieux d'apprentissage ne deviennent pas un terrain fertile pour l'extrémisme violent. Elles peuvent également veiller à ce que les contenus et les méthodes pédagogiques renforcent la résilience des élèves face à l'extrémisme violent. Le rôle de l'éducation ne consiste donc pas à bloquer les extrémistes violents ou à identifier les individus qui pourraient devenir des extrémistes violents, mais à créer les conditions qui permettront à l'apprenant de renforcer ses défenses contre l'extrémisme violent, et de réaffirmer son engagement en faveur de la paix et de la non-violence.

L'éducation dans le Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention de l'extrémisme violent (A/70/674)

« Éducation, renforcement des compétences et facilitation de l'accès à l'emploi » sont l'un des sept domaines d'action sélectionnés par le Plan d'action du Secrétaire général des Nations Unies.

« Dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et la marginalisation sociale, il faut veiller à ce que chaque enfant reçoive une éducation de qualité qui lui serve pour sa vie entière, conformément au principe du droit à l'éducation. Le respect des droits de l'homme et de la diversité devrait être enseigné dans le système éducatif, qui devrait aussi encourager la réflexion critique, favoriser la connaissance des médias et l'alphabétisation numérique et renforcer les compétences comportementales et socio-émotionnelles pouvant contribuer à la coexistence pacifique et à la tolérance. [...] Je recommande donc aux États membres :

1. D'investir dans l'éducation, en particulier l'éducation de la petite enfance (3 à 8 ans), afin que tous les enfants aient accès à une éducation inclusive de qualité, compte tenu de la diversité des milieux sociaux et culturels.
2. De mettre en place des programmes d'éducation qui encouragent la 'citoyenneté mondiale', l'acquisition de compétences pratiques, la réflexion critique et l'alphabétisation numérique, et d'envisager les moyens d'intégrer l'instruction civique dans les programmes d'enseignement, les manuels scolaires et les matériels pédagogiques. Renforcer l'aptitude des enseignants et des éducateurs à servir ces objectifs.
3. D'assurer une éducation complète de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur, y compris dans les filières techniques et professionnelles, et offrir des possibilités de mentorat à toutes les personnes vulnérables, notamment les personnes déplacées, en tirant parti des technologies en ligne et mobiles. »

Source : Rapport du Secrétaire général des Nations Unies – Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent, (décembre 2015), A/70/674, (par. 54).

Efficacité – L'éducation seule n'aura qu'un impact limité sur la prévention de l'extrémisme violent si elle conforte des visions du monde exclusives et tolère la violence sous quelque forme que ce soit. Pour être efficaces, les politiques et les pratiques de l'éducation doivent s'attaquer, par des moyens directs et indirects, aux facteurs spécifiques de l'extrémisme violent. Le *statu quo* ne suffira pas, pas plus que les solutions ponctuelles. Ce qu'il faut, c'est une combinaison de mesures éducatives à court, moyen et long terme.

La première de ces mesures consiste à mettre en œuvre des politiques et des pratiques éducatives inclusives et équitables qui considèrent les différences entre les personnes non pas comme des problèmes à résoudre, mais comme une chance d'enrichir l'apprentissage²⁰. Au niveau pédagogique, cela implique de privilégier non seulement les compétences cognitives des apprenants, mais aussi leurs compétences socio-affectives et comportementales, afin d'encourager le respect de la diversité et l'engagement responsable.

Le rôle spécifique de l'éducation dans la prévention de l'extrémisme violent peut certes susciter d'intenses débats, mais pour l'UNESCO, il est inacceptable d'attendre l'issue de ce débat sans rien faire. Les menaces de radicalisation aboutissant à la violence ne cessent de croître, signe que les systèmes éducatifs peuvent faire davantage pour promouvoir la cohésion sociale à l'aide d'une éducation de qualité, pertinente et équitable.

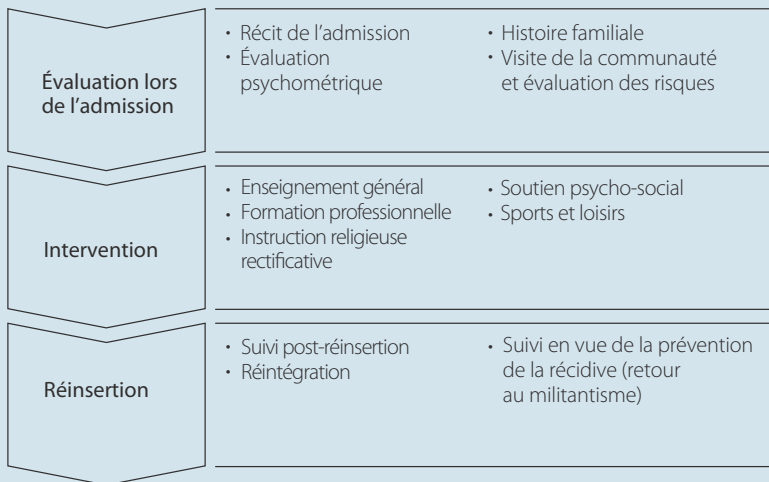
Lorsque l'école n'offre pas aux élèves une éducation pertinente, qui comprenne les outils et les chances de construire leur avenir et de s'informer des questions délicates concernant les conflits et les tensions aux niveaux local et mondial, les élèves risquent d'aller chercher des réponses auprès de sources d'information moins fiables pouvant être manipulées par les recruteurs des mouvements extrémistes violents.

Enfin, le rôle de l'éducation est essentiel dans les programmes de désengagement, de réadaptation et de réinsertion. Dans son « Mémoire de Rome sur les bonnes pratiques en matière de réadaptation et de réinsertion des délinquants extrémistes violents », le Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF) recommande que les efforts et les programmes de réadaptation incluent des programmes d'acquisition de compétences cognitives, des cours d'éducation de base et une formation professionnelle²¹.

Projet Sabaoon, Pakistan

Le projet Sabaoon, conçu par l'armée pakistanaise et conduit depuis 2009 par la Social Welfare Academics and Training organization (SWAaT), a été mis en œuvre dans le but de déradicaliser et de réadapter d'anciens jeunes militants ayant participé à des activités d'extrémisme violent et arrêtés par l'armée dans la vallée de Swat et les régions environnantes, au Pakistan. Ce projet, qui repose sur une approche et une intervention individualisées, suit un modèle en trois étapes :

FIGURE 1 : Modèle de déradicalisation et de réadaptation du projet Sabaoon



Source : Peracha, F., Khan, R.R., Ayub, A. & Aijaz, K (2015), Pakistan: Lessons from Deradicalising Young Taliban Fighters (pp. 48-55 et figure 1 p. 50) in *How to Prevent: Extremism and Policy Options*, publié par l'Institut Tony Blair pour le changement mondial (anciennement Fondation Tony Blair pour la foi).

Au moment de leur admission (étape 1), les jeunes bénéficiaires du programme, des adolescents âgés de moins de 18 ans, sont soumis à une évaluation approfondie qui a pour but de déterminer leur état émotionnel et neuropsychologique ainsi que leur niveau d'instruction, en tenant compte de leur ancien dossier scolaire. Sur cette base, les jeunes bénéficient de modules d'apprentissage adaptés visant à renforcer et à améliorer leurs compétences d'analyse critique et psychosociales. Ces modules peuvent être associés à des cours de formation professionnelle.

Pour en savoir plus sur le Projet Sabaoon :

http://tonyblairfaithfoundation.org/sites/default/files/How%20to%20Prevent_Global%20Perspectives%20Vol%202_0.pdf

3. Domaines d'action

Réponses efficaces à apporter pour prévenir l'extrémisme violent : dimensions clés



INCLUSION



RÉSILIENCE



PARTENARIATS



PROCÉDURES



SÉCURITÉ ET BIEN-ÊTRE

3. Domaines d'action

De même que les parcours qui mènent à l'extrémisme violent résultent d'un cheminement complexe propre à chaque individu, pour prévenir l'extrémisme violent par l'éducation, il n'y a pas de solution unique. Les réponses que peut apporter l'éducation varient selon le contexte (situation de conflit, démographie, modèle de citoyenneté, répartition de l'offre éducative entre acteurs publics et privés, etc.).

En fonction des capacités, des besoins et des exigences de chaque pays, les domaines d'action examinés ci-dessous pourront être appréhendés séparément ou dans le cadre d'un plan de prévention intégré.

3.1. Politiques en faveur de l'inclusion et de la diversité

Principes – L'un des facteurs d'attraction de l'extrémisme violent est le sentiment d'appartenance qu'éprouvent ceux qui rejoignent un groupe extrémiste violent. Ces individus perçoivent leur ralliement comme un moyen de vaincre un sentiment d'exclusion ou d'injustice. Ce sentiment d'appartenance crée également un environnement social qui, en apparence, semble valoriser l'individu et investir les membres du groupe d'une mission spéciale. Lorsqu'elles manquent à leur promesse d'intégrer les enfants dans la société et de leur apporter un sentiment d'appartenance à une communauté d'apprentissage, les écoles peuvent contribuer à renforcer l'attraction que suscitent les groupes extrémistes violents.

Dans cet esprit, il appartient aux systèmes éducatifs de mettre en œuvre et de faire appliquer des politiques éducatives inclusives qui autonomisent les filles et les garçons, et qui leur donnent à la fois le sentiment d'être en sécurité et la conviction d'être les membres à part égale d'une communauté d'apprentissage. Dans ce contexte, l'inclusion implique de s'engager à chercher sans relâche de meilleures solutions pour répondre à la diversité des apprenants²², et de veiller à ce que les apprenants vivent leur diversité de façon positive. Chaque élève est important, et tous les élèves sont aussi importants les uns que les autres. Fondées sur le principe du respect, les politiques

inclusives visent à apprendre à vivre et à s'enrichir quotidiennement, dans le contexte éducatif, au contact de la diversité et de la différence.

Même dans les pays et les contextes où les populations se caractérisent par une absence de diversité sur le plan social et culturel, les principes d'inclusion et de respect de la diversité revêtent une importance cruciale, car ils aident les élèves à construire des visions du monde plus ouvertes et plus tolérantes, ce qui leur permet de vivre de manière plus harmonieuse avec les personnes qui résident en dehors des frontières nationales. Les politiques éducatives inclusives sensibilisent également aux manifestations de la diversité qui sont moins évidentes dans la société, mais qui constituent des sources précieuses de créativité et d'innovation.

Par conséquent, l'inclusion et le respect de la diversité sont les principes fondamentaux d'une politique de l'éducation qui s'efforce de combattre l'extrémisme violent.

Tâches prioritaires – Les principes d'inclusion et de respect de la diversité devraient avant tout être incorporés dans les programmes, les manuels et tout autre matériel de référence. Les élèves issus de groupes minoritaires peuvent éprouver un sentiment de marginalisation lorsque le matériel pédagogique et scolaire fait abstraction de leur communauté ou de l'identité de leur groupe, y compris de leurs références culturelles, ou qu'il en donne une représentation erronée. Les stéréotypes facteurs de division et les représentations stigmatisantes des personnes issues de certains groupes (majoritaires ou minoritaires) peuvent réellement blesser ou affaiblir les élèves si ces stéréotypes ne sont pas contestés et, en fin de compte, supprimés du matériel pédagogique. Ce sont les discours de haine²³ qui constituent les menaces les plus graves pour les apprenants et les environnements d'apprentissage. Ces discours doivent être condamnés sans ambiguïté, et éliminés de tout matériel d'enseignement et d'apprentissage (y compris en ligne).

Les enseignants et les concepteurs de programmes doivent prendre conscience de l'impact que peuvent avoir certaines omissions et/ou exemples trompeurs sur la façon dont les apprenants perçoivent les autres (dans leur société et au-delà de leurs frontières). Ils doivent bénéficier de conseils appropriés pour promouvoir la compréhension et le respect de la diversité. Il est utile, à cette fin, de favoriser la collaboration avec des institutions culturelles telles que les musées et les centres culturels, qui utilisent d'autres moyens pour aider les jeunes à découvrir leur propre

culture et celle des autres. Une telle collaboration permettra aussi de prendre conscience que certains événements historiques donnent lieu à des interprétations différentes qui peuvent être la cause de litiges profondément enracinés et de ressentiment entre plusieurs groupes ou communautés.

La réforme ou la révision générale en cours des programmes est une occasion idéale pour supprimer les représentations préjudiciables et promouvoir les valeurs qui favorisent le sentiment d'appartenance à un patrimoine humain commun. Dans certains pays, le ministère de l'éducation charge une unité spécifique d'examiner, en consultation avec les experts issus des ministères responsables des affaires sociales, de la jeunesse et de la culture, les manuels actuels et nouveaux à la lumière des politiques nationales sur la reconnaissance des minorités. Le contenu des manuels peut également être complété par des ressources en ligne ou d'autres supports médiatiques, afin d'aider les apprenants à mieux comprendre la valeur de la diversité culturelle ainsi que toutes les formes de patrimoine. On y parviendra en faisant ressortir le caractère entrecroisé et dynamique de la culture, fruit des échanges constants entre individus, communautés et sociétés au fil du temps.

Programmes éducatifs sur le patrimoine et la créativité

L'UNESCO organise les Forums des jeunes sur le patrimoine mondial pour promouvoir le dialogue et la coopération entre les cultures, tout en permettant aux jeunes de mieux comprendre en quoi consiste la diversité culturelle. L'Organisation a également lancé l'Initiative du volontariat pour le patrimoine mondial, afin d'impliquer les jeunes et les organisations de jeunes dans la préservation et la promotion du patrimoine mondial. Cette initiative a pour but de renforcer les compétences des jeunes dans le domaine de la conservation du patrimoine, et d'encourager la compréhension mutuelle.

L'UNESCO a, en outre, mis au point des outils créatifs en ligne. Le kit *Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes* vise à familiariser les jeunes avec les sites du patrimoine mondial, avec leur histoire ainsi qu'avec leur propre culture et celle des autres ; le *Kit Diversité pour les jeunes* a pour objectif de susciter une prise de conscience sur l'importance que revêt la diversité culturelle, et sur la richesse créative qu'entraîne la promotion de l'analyse critique, de la libre expression et du dialogue.

Pour plus d'information : <http://whc.unesco.org/en/wheducation/> et <http://en.unesco.org/creativity/capacity-building/youth/diversity-kit-for-youth>

Difficultés – Dans les pays où l'éducation est essentiellement dispensée par des acteurs privés, la promotion de l'inclusion et du respect de la diversité au moyen des programmes et des pratiques pédagogiques représente un défi colossal, en particulier lorsque le système privé coexiste avec le système public. Les écoles non réglementées peuvent orienter les enfants vers un système de valeurs distinct, qui ne valorise pas les valeurs civiques et empêche les apprenants de construire une vaste représentation du monde et de la société à laquelle ils appartiennent. Dans certains cas, il est avéré que ces systèmes sont impuissants à préparer les élèves au monde du travail et de la technologie, contribuant ainsi à les marginaliser et, par contrecoup, à renforcer leurs griefs contre la société²⁴.

Le risque de voir les divisions sociales exacerbées du fait de la multiplication des systèmes scolaires pourrait être atténué si des mécanismes efficaces de dialogue politique étaient mis en place. Il peut également être utile de fixer des normes minimales, universitaires ou autres, pour tous les types d'établissement éducatif d'un pays, et d'en assurer le suivi et l'application (au moyen d'examens, d'inspections, etc.).

3.2. Les pédagogies qui renforcent la résilience et l'engagement constructif

Pourquoi parler de résilience ? – Les individus peuvent être attirés par des groupes extrémistes violents pour des raisons personnelles, lorsque l'avantage qu'entraîne l'adhésion au groupe, en nature et en termes de statut, semble répondre à un besoin spécifique et apporter des solutions simples à des dilemmes complexes. Pour combattre ces tendances et renforcer la résilience des apprenants face aux discours de l'extrémisme violent, les éducateurs doivent accorder une attention particulière aux difficultés personnelles des élèves qui, lorsqu'ils sont confrontés à des problèmes de bien-être, d'identité et de sens, peuvent être tentés de se tourner vers des chefs charismatiques et de trouver des réponses auprès d'eux. Il est par conséquent indispensable de motiver et de soutenir les enseignants, et de les doter des outils et des compétences dont ils ont besoin pour qu'ils prennent conscience de leurs propres préjugés et qu'ils soient ensuite capables d'aider les élèves à renforcer leurs défenses contre les discours de l'extrémisme violent. Il peut également s'avérer utile de mettre les enseignants en

relation avec d'autres professionnels concernés au sein de la communauté (dans les secteurs de la justice, de l'aide sociale et de la protection de l'enfance) afin que les apprenants bénéficient en temps opportun de toute l'aide dont ils ont besoin et parviennent ainsi à résoudre les problèmes avec lesquels ils sont aux prises.

Étant donné que la société contemporaine donne accès à une multitude de sources d'apprentissage, sur Internet notamment, il y a une limite à ce que les établissements scolaires peuvent faire pour protéger les élèves des facteurs d'attraction. Les moyens de défense les plus efficaces sont donc ceux qui renforcent la confiance en soi des élèves et leur capacité à faire des choix responsables et sains.

Comment ? – Face à l'extrémisme violent, la résilience passe par la résistance aux vérités et aux messages simplistes et unidimensionnels qui tolèrent, ou exaltent, la haine et le recours à la violence comme moyens de résoudre les problèmes. La recherche montre que certaines compétences cognitives, sociales et affectives aident les apprenants à ne pas succomber à des visions aussi étriquées²⁵. L'une de ces compétences, qui permet aux étudiants d'appréhender les choses sous plusieurs angles et de remettre en cause les idées que d'autres leur imposent, s'appuie précisément sur le sens critique et la faculté de comprendre qu'il existe une multitude de points de vue. En valorisant également l'apprentissage objectif, cette compétence atténue donc le risque d'agir de manière impulsive ou à partir d'informations insuffisantes, et de se laisser séduire par des théories du complot.

Afin de renforcer ces compétences, il convient d'offrir aux apprenants des possibilités ou des plates-formes pour débattre, de manière appropriée, des questions délicates ou « brûlantes » qui divisent les communautés, qui pèsent sur les enfants et favorisent les visions simplistes du monde et d'autrui. En créant des espaces sûrs de dialogue constructif, où les apprenants engagent des discussions non conflictuelles sur des sujets controversés, les systèmes éducatifs aident les apprenants à comprendre eux-mêmes les problèmes complexes et à remettre en question leurs propres hypothèses et celles des autres. Les apprenants pourront ainsi améliorer leur aptitude au dialogue respectueux, anticiper les réponses, maîtriser leurs émotions et contester les préjugés.

Enfin, si ces discussions sont bien préparées et bien gérées, les apprenants pourront comprendre les failles et le pouvoir de manipulation des sources d'information moins fiables qui alimentent les théories du complot. Ces discussions peuvent, en outre, renforcer les capacités des apprenants à combattre les discours de l'extrémisme violent. Ces compétences sont particulièrement précieuses pour les étudiants qui vivent dans des situations de conflit ou de post-conflit. Lors de telles discussions, le thème débattu importe moins que la façon de débattre et que la dynamique sociale à l'œuvre parmi les participants.

Dans les contextes où les groupes extrémistes violents affirment qu'ils agissent au nom de communautés religieuses ou autres, il est essentiel que les écoles donnent aux apprenants des connaissances précises et pertinentes, ainsi que des compétences qui encouragent et facilitent le dialogue interculturel. Il s'agit notamment d'enseigner la diversité culturelle dans les sociétés où vivent les apprenants, et de leur donner des éléments factuels sur les différentes visions du monde, religieuses et non religieuses. On veillera à ne pas faire de généralisations sur les visions du monde, religieuses et non religieuses, et sur les communautés qui les défendent. De telles généralisations risqueraient en effet de blesser les personnes concernées et de sous-entendre que l'extrémisme violent est le fait des communautés en question, ou encore d'insinuer que les membres de ces communautés sont des extrémistes violents potentiels. Renforcer les compétences socio-affectives telles que l'empathie, la compassion et la pleine conscience²⁶ revêt donc une importance toute particulière dans ce contexte.

De la même façon, l'éducation aux médias et à l'information (EMI) n'est pas une simple option, mais un impératif afin de contrer les discours de l'extrémisme violent qui recourent de plus en plus à des mécanismes de persuasion extrêmement sophistiqués, en ligne mais aussi par le biais du mentorat individuel. Les écoles ne peuvent pas faire barrage à la communication massive qui vise les apprenants, en provenance de leaders charismatiques des mouvements de l'extrémisme violent, mais elles peuvent certainement aider les élèves à utiliser de façon responsable les médias et les systèmes d'information, et à renforcer leurs compétences analytiques, qui leur permettront d'évaluer de façon critique les informations et les contenus médiatiques émanant de diverses sources d'information.

L'éducation aux médias et à l'information aide les apprenants, en ce sens qu'elle les encourage à examiner attentivement les données, les informations et les contenus médiatiques (écrits et vidéo) auxquels ils ont accès, et leur donne, grâce aux technologies de l'information et de la communication, les compétences nécessaires pour créer leurs propres contenus et promouvoir les droits de l'homme, la tolérance et une culture de la paix.

Récapitulatif des éléments, des thèmes et des compétences qu'englobe l'éducation aux médias et à l'information

Éléments EMI	Thèmes EMI	Compétences EMI
		Une personne initiée aux médias et à l'information est capable :
1. De reconnaître la demande d'informations et de contenus médiatiques, et de rechercher des informations et des contenus médiatiques, d'y accéder et de les consulter.	1.1. De définir et de formuler un besoin d'information.	1. De définir et d'énoncer la nature, le rôle et la portée des informations et des contenus médiatiques au moyen d'une pluralité de ressources.
	1.2. De rechercher et de localiser les informations et les contenus médiatiques.	2. De rechercher et de localiser les informations et les contenus médiatiques.
	1.3. D'accéder aux informations, aux contenus médiatiques ainsi qu'aux médias et aux fournisseurs d'informations.	3. D'accéder aux informations et aux contenus médiatiques souhaités ainsi qu'aux médias et aux fournisseurs d'informations, de manière efficace, efficiente et éthique.
	1.4. D'extraire et de stocker/conserver des informations et des contenus médiatiques.	4. D'extraire et de conserver temporairement des informations et des contenus médiatiques au moyen de méthodes et d'outils divers.
2. De comprendre et d'évaluer les informations et les contenus médiatiques.	2.1. De comprendre les informations et les contenus médiatiques.	5. De comprendre pourquoi les médias et les fournisseurs d'informations sont nécessaires dans la société.
	2.2. D'évaluer les informations et les contenus médiatiques, ainsi que les médias et les fournisseurs d'informations.	6. D'évaluer, d'analyser, de comparer, de définir et d'utiliser les critères existants pour évaluer les informations obtenues et leurs sources de provenance, et d'évaluer les médias et les fournisseurs d'informations dans la société.
	2.3. D'évaluer les informations et les contenus médiatiques ainsi que les médias et les fournisseurs d'informations.	7. D'évaluer et d'authentifier les informations et les contenus médiatiques obtenus, ainsi que leurs sources de provenance et les médias et les fournisseurs d'informations dans la société.
	2.4. D'organiser des informations et des contenus médiatiques.	8. De synthétiser et d'organiser les informations et les contenus médiatiques obtenus.

Éléments EMI	Thèmes EMI	Compétences EMI
		Une personne initiée aux médias et à l'information est capable :
3. De créer et d'utiliser les informations et les contenus médiatiques, et d'en faire le suivi.	3.1. De produire des savoirs et de s'exprimer de façon créative.	9. De créer et de produire des informations, des contenus médiatiques ou des savoirs inédits pour un but particulier, de façon novatrice, éthique et créative.
	3.2. De communiquer des informations, des contenus médiatiques et des savoirs de façon efficace et éthique.	10. De communiquer des informations, des contenus médiatiques et des savoirs de façon légale, efficace et éthique, à l'aide de moyens et d'outils adaptés.
	3.3. De participer en tant que citoyen actif aux activités sociétales-publiques.	11. De promouvoir avec les médias et les fournisseurs d'informations l'expression personnelle, le dialogue interculturel et la participation démocratique, à l'aide de moyens divers et de façon éthique, efficace et efficiente.
	3.4. De déterminer quelle est l'influence de la production et de l'utilisation des informations, des contenus médiatiques et des savoirs, ainsi que celle des médias et des fournisseurs d'informations.	12. De déterminer quelle est l'influence des informations, des contenus médiatiques et des savoirs produits et diffusés, et d'utiliser les médias et les fournisseurs d'informations existants.

Source : UNESCO Global Media and Information Literacy Assessment Framework: Country Readiness and Competencies. Tableau 6, p. 59. UNESCO, 2013. <http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002246/224655e.pdf#page=52>. Consulté le 20 février 2017

La résilience va plus loin que la résistance passive à l'extrémisme violent. Elle passe nécessairement par le sens de la responsabilité personnelle et par un engagement. Dans ce contexte, l'éducation à la citoyenneté, considérée comme faisant partie intégrante du système éducatif, peut constituer un moyen de combattre le désengagement des jeunes. Lorsque l'éducation à la citoyenneté est conçue à cette fin, elle peut motiver les apprenants, les encourageant à participer de manière constructive à la société, et à contribuer au changement social en menant des actions non violentes dans leur environnement local.

À cet égard, si nous voulons renforcer la résilience des apprenants face à des visions du monde exclusives, qui montent les groupes les uns contre les autres, le concept de citoyenneté mondiale revêt une importance toute particulière. Grâce à l'éducation à la citoyenneté mondiale, les élèves découvrent l'interdépendance et l'interconnexion

du monde et de ses différents groupes de population. Ils apprennent à valoriser et à respecter la diversité et les différences, et acquièrent les compétences, les attitudes et les comportements qui leur permettront de contribuer à des sociétés diverses, et de s'y épanouir. Mais, avant tout, l'éducation à la citoyenneté mondiale invite à la solidarité active et à l'empathie avec tous les êtres humains, dans son pays et à l'extérieur des frontières nationales, ainsi qu'à l'action responsable et non violente axée vers le changement.

3.3. Des environnements scolaires sûrs et accueillants

Les écoles, lieux de socialisation – Pour les 563 millions d'enfants et d'adolescents qui fréquentent les établissements secondaires²⁷, l'école est, en dehors de la famille, l'un des principaux contextes de socialisation. C'est là qu'ils apprennent à échanger avec d'autres membres de la société, à accepter la façon dont la société les traite, et à échanger avec leurs pairs.

Pour eux, comme pour tous ceux qui entreront à l'école dans les années à venir, il est de la plus haute importance que les établissements scolaires soient des environnements d'apprentissage sûrs et accueillants. Malheureusement, pour beaucoup, l'école peut aussi être le premier milieu social où les élèves sont la cible de comportements délibérément agressifs et/ou où ils acquièrent certains comportements qui peuvent étouffer en eux le fait de savoir que l'usage aveugle de la violence²⁸ est mal. Les écoles deviennent alors des lieux où les sentiments d'exclusion et d'intolérance naissent ou s'enracinent, et non des lieux où les élèves découvrent le caractère ouvert de leur société.

Pour prévenir l'extrémisme violent au moyen de l'éducation, il est primordial de faire de l'environnement scolaire un lieu sans violence et propice à l'autonomisation, afin que tous les apprenants, filles et garçons, fassent directement l'expérience et l'apprentissage du vivre ensemble en paix.

Tolérance zéro à l'égard de la violence – La violence à l'école et la façon dont le personnel scolaire l'appréhende sont déterminées par de nombreux facteurs : la vie que l'élève mène dans sa famille, l'environnement extérieur de l'école, la façon dont la société conçoit la violence sur le plan culturel, les facteurs socio-économiques, la

dynamique liée au genre, etc. On observe parfois des écarts entre les cultures et les sociétés, et la façon dont les systèmes juridiques définissent ce qui constitue un acte ou un milieu violent. Toutefois, il est généralement admis que la violence peut être d'ordre social, physique et psychologique, et qu'elle comprend des actes tels que les châtiments corporels et psychologiques, le harcèlement, les violences sexistes et fondées sur le genre, les bizutages violents pratiqués dans les établissements d'enseignement supérieur, etc. Les violences peuvent également être commises par des enseignants, d'autres membres du personnel scolaire et/ou des élèves²⁹.

Outre leurs effets destructeurs sur les victimes, ces formes de violence perpétrées dans un environnement d'apprentissage entraînent d'autres conséquences désastreuses : la propagation d'un certain climat dans l'ensemble d'un établissement lorsque la violence est considérée comme un moyen normal de résoudre les problèmes, y compris chez les élèves qui ne sont pas concernés. Pour bannir cette opinion silencieuse mais pernicieuse, l'école doit adopter une politique de « tolérance zéro à l'égard de la violence ». Même si une telle politique ne met pas immédiatement un terme à la violence, c'est un moyen efficace de faire passer un contre-message clair pour indiquer que l'établissement et toutes les personnes qui le fréquentent s'engagent unanimement à ne tolérer aucune forme de violence. Ce message politique explicite peut contribuer à neutraliser le message implicite et dissimulé selon lequel la violence est acceptable, ce qu'exprime l'école dès lors qu'elle tolère la violence. C'est notamment ce à quoi vise l'adoption de codes de conduite pour les enseignants et les élèves, afin de fixer des règles et de « proscrire » les comportements violents à l'école.

Mettre en place une éthique de l'attention à l'autre dans le contexte scolaire exige que, lorsqu'il intervient lors de manifestations de violence à l'école, le personnel de l'établissement montre qu'il s'engage en faveur de la non-violence et du respect de la dignité humaine. Par conséquent, en cas de violence, les mesures disciplinaires doivent avoir une visée éducative et non pas seulement punitive. Les élèves doivent comprendre leur mauvaise conduite et les effets qu'entraînent leurs actions³⁰. Compte tenu des circonstances, il est primordial que les élèves dialoguent afin de comprendre les causes et les processus qui conduisent à l'escalade du conflit ayant abouti au recours à la violence. Il est tout aussi important qu'ils participent à la recherche d'une solution juste. Une médiation par les pairs, bien structurée et supervisée,

représente un autre exemple de stratégie efficace pour traiter les cas de violence dans les établissements secondaires. Il peut également s'avérer efficace de renforcer les compétences de résolution des conflits chez les apprenants (de tout âge), les enseignants, le personnel scolaire et les parents, en intégrant l'éducation à la résolution des conflits et à la paix au programme scolaire formel, tout en mettant en œuvre des programmes de sensibilisation bien ciblés.

Initiatives nationales prises par le Kenya pour combattre la radicalisation des jeunes dans les établissements d'enseignement

Pour faire face à l'extrémisme violent et à la radicalisation dans les écoles, le ministère de l'Éducation, de la Science et de la Technologie du Kenya a lancé en 2014 une nouvelle stratégie nationale en direction des jeunes, intitulée *Initiatives pour faire face à la radicalisation des jeunes dans les établissements scolaires de la République du Kenya*. La Stratégie propose des mesures à adopter dans l'intérêt des élèves et de leur bien-être. Elle préconise ainsi des actions visant à créer des environnements scolaires accueillants pour l'enfant, et encourage les élèves à participer aux « académies du talent » et à s'impliquer ainsi dans un domaine qui les intéresse. Il s'agit ici de canaliser de façon constructive leurs énergies ainsi que leur désir d'apprendre et de mener des recherches.

La Stratégie introduit également l'arrêt du classement des écoles en fonction des résultats scolaires. L'objectif visé consiste à diminuer l'importance excessive accordée aux examens et à alléger les pressions qui s'exercent sur les élèves, qui pourront être évalués en tenant compte d'autres indicateurs, comme les aptitudes sportives et artistiques. Le but poursuivi est de libérer les élèves du stress qu'ils ressentent dans leur vie, chez eux et à l'école, et qu'ils évacuent parfois en cherchant des échappatoires, par exemple en rejoignant des groupes hors-la-loi. Parmi les autres moyens efficaces que recommande la Stratégie pour prévenir l'extrémisme violent, citons l'intégration aux programmes scolaires de la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation, l'adoption d'une approche multisectorielle et multi-parties prenantes, l'incitation à une plus grande participation des élèves au moyen de processus de gouvernance des élèves et de l'éducation par les pairs, et enfin l'implication des médias en tant que parties prenantes.

Environnement accueillant – Les étudiants vulnérables parce qu'exposés à la discrimination ou à la marginalisation ont besoin d'attention et de soutien. Il peut s'agir d'enfants issus de groupes culturels minoritaires ou originaires d'autres régions ou pays, qui maîtrisent mal la langue d'instruction, ou encore d'enfants présentant des traits

physiques ou mentaux qui les distinguent de la majorité. Ils doivent pouvoir bénéficier de services d'intégration soigneusement conçus. Des activités toutes simples, comme la participation à des clubs et à des associations de débat ou à toute autre activité sportive ou extra-scolaire, peuvent conforter le sentiment d'être valorisé et reconnu par ses pairs et par l'ensemble de la communauté, ce qui constitue un facteur majeur d'intégration sociale.

Les services destinés à ces groupes d'élèves devraient avoir pour objectif d'assurer leur intégration dans l'environnement scolaire, cette intégration devant être comprise comme l'inclusion fondée sur le respect de la diversité. Toute intégration qui se ferait aux dépens du contexte particulier dont sont issus les élèves peut être contre-productive. Il faut, en outre, faire preuve de tact pour que ces élèves ne soient pas stigmatisés précisément parce qu'ils ont besoin des services d'intégration. Dès qu'ils auront acquis les compétences d'intégration élémentaires, ils devront quitter ces services et s'intégrer à la vie normale de l'établissement.

KiVa International – contre le harcèlement à l'école

Le programme KivaKoulu (« École sympa ») est un programme de recherche contre le harcèlement à l'école conçu par l'Université de Turku, Finlande, et financé par le ministère de l'Éducation et de la Culture (<http://www.kivaprogram.net>). En Finlande, 90 % des établissements d'enseignement général ont adhéré au programme KiVa. Outre les effets positifs du programme sur l'ambiance des écoles, on constate une amélioration de la motivation et une progression des résultats scolaires.

Il est avéré que le programme KiVa a atténué l'anxiété et la dépression, et qu'il aide les élèves à percevoir leurs pairs de façon plus positive ; 98 % des victimes ayant pris part à des discussions avec les équipes KiVa dans les écoles ont indiqué que leur situation s'était améliorée, ce qui représente un pourcentage remarquable. Enfin, les données provenant de plus de 1 000 établissements finlandais ayant adopté le programme KiVa en automne 2009 montrent que, dès la première année de mise en œuvre, la victimisation et le harcèlement avaient considérablement reculé. Le Prix européen de prévention de la criminalité a été décerné au programme KiVa en 2009.

Pour en savoir plus sur l'approche de la prévention de l'extrémisme violent en Finlande : <http://www.finlandun.org/public/default.aspx?contentid=341895&nodeid=35880&contentlan=1&culture=fi-FI>

Les écoles et, de façon générale, les environnements d'apprentissage ne doivent pas seulement soutenir les élèves ayant des besoins particuliers, mais aussi l'ensemble des élèves. La recherche montre que les élèves qui éprouvent un sentiment de bonheur et de bien-être à l'école ont également plus de chances d'obtenir de très bons résultats³¹.

3.4. Mesures ciblées en direction des élèves à risque

Difficultés posées par le repérage des élèves à risque – Le repérage des élèves vulnérables ou exposés au risque de radicalisation menant à la violence est une entreprise délicate, mais parfois nécessaire, pour les écoles et leur personnel. Les indicateurs et les signes de vulnérabilité chez un individu font l'objet d'un débat passionné parmi les professionnels de l'éducation, en raison de leur forte variabilité, notamment en fonction du contexte. L'application des indicateurs peut, en effet, aboutir à de fausses déclarations ou à des signalements abusifs lourds de conséquences pour les apprenants, les familles et les écoles. Ce risque de fausses déclarations est bien réel, car ces signes présumés peuvent aussi traduire des tensions passagères ou des échecs dans la poursuite d'ambitions personnelles n'ayant aucun rapport avec des processus de radicalisation menant à la violence.

L'application hâtive ou incorrecte de tels indicateurs peut déboucher sur une stigmatisation ou sur de fausses accusations et, par ricochet, alimenter à la fois une discrimination par ceux qui la commettent et un sentiment d'injustice chez les personnes visées, ces deux situations pouvant être invoquées pour légitimer des actes extrémistes violents.

La difficulté d'appliquer ces indicateurs et ces signes à des cas individuels est si grande que, selon certains spécialistes, l'école devrait se concentrer sur la prévention à caractère pédagogique et se garder de chercher à repérer les extrémistes violents potentiels.

Mais, compte tenu de la fréquence accrue des actes extrémistes violents, il est normal que le personnel enseignant et les familles concernés par ce phénomène sollicitent de l'aide pour gérer les cas difficiles. Ignorer leur

demande en refusant de leur fournir des orientations est, à l'évidence, inconcevable.

Pour répondre aux inquiétudes et aux questions que peuvent soulever les enseignants, les éducateurs et l'ensemble du personnel scolaire concernant la bonne application de ces indicateurs, c'est-à-dire dans le respect de l'objectif global de l'éducation et des droits des apprenants, il peut être recommandé d'adopter les pratiques suivantes :

- Un principe valable pour tout ensemble d'indicateurs est qu'ils revêtent un caractère indicatif et non prescriptif, et qu'ils soient conçus pour permettre aux professionnels de repérer les élèves à risque dans le but essentiel de leur apporter l'aide nécessaire à un stade précoce et, partant, de les préserver de l'embrigadement par des groupes extrémistes violents et de les aider à rejeter la violence. L'utilisation de ces indicateurs devrait être soumise à des examens par les pairs, auxquels participeraient le personnel enseignant et la famille concernée, de façon à assurer une diversité des points de vue concernant le comportement de l'élève avant qu'une décision ne soit prise.
- Pour garantir l'utilisation efficace des indicateurs, il faut que les acteurs concernés, y compris les membres de la communauté, comprennent bien qui est vulnérable et exposé à ce risque. Il faut notamment prendre la mesure exacte de la dynamique psychosociale qui est à l'œuvre dans ce contexte. Sur la base de cette appréciation commune, il est possible d'apporter une aide et une assistance à la personne vulnérable, tout en réduisant au minimum le risque de porter préjudice aux personnes innocentes. Cela suppose de déployer tous les efforts possibles pour remédier aux difficultés sociales et personnelles auxquelles font face les personnes concernées, en portant une attention spéciale à leurs droits et responsabilités individuels. Les précautions susmentionnées valent également pour l'action préventive et pour les activités de désembrigadement, de réadaptation et de réinsertion.

Les indicateurs et les signes de radicalisation menant à la violence comprennent notamment certains comportements ou attitudes qui, observés chez un même individu, peuvent indiquer que celui-ci est en train de s'engager sur la voie de la violence. Ils peuvent prendre des formes variées comme, par exemple, la mention véhémement d'injustices ou de motifs de mécontentement, les signes d'une manipulation psychologique, une quête soudaine d'identité ou d'appartenance à un groupe, l'expression de positions tranchées, une rupture avec la famille et les amis, l'identification à un groupe ou une idéologie s'accompagnant d'un changement dans la tenue vestimentaire et les habitudes du quotidien, la justification de l'usage de moyens néfastes pour parvenir à une fin, etc.

Procédure de signalement – Pour éviter les erreurs de signalement et les cas d'abus d'autorité, il est recommandé de mettre en place des mécanismes et des protocoles en concertation avec les responsables communautaires, les enseignants, le personnel scolaire responsable, les élèves et les professionnels désignés comme points de contact à l'intérieur et en dehors de l'établissement, dans les secteurs de la justice, de la santé et de la protection de l'enfance. Ces mécanismes de signalement doivent définir clairement les fonctions et les responsabilités respectives de toutes les parties prenantes, notamment en ce qui concerne les processus décisionnels. Ils devraient aussi indiquer les cadres éthiques et juridiques applicables, et expliquer les procédures de saisine des instances compétentes en cas de violation.

Afin de limiter les risques de fausses déclarations et de signalements abusifs, la procédure convenue doit également préciser à quel moment et par quel biais associer la famille, la communauté, les professionnels concernés (par exemple, travailleurs sociaux et professionnels de santé) et les autorités compétentes, et entrer en contact avec eux. Il faut en particulier délimiter le rôle des agents des forces de l'ordre qui pénètrent dans l'enceinte de l'établissement, afin d'établir un climat de confiance entre la communauté et l'école, et de préserver ce lieu pour qu'il reste un espace d'apprentissage sûr et inclusif.

Enfin, la procédure convenue doit être communiquée aux élèves et à leur famille ainsi qu'aux responsables communautaires et aux partenaires concernés, dans un effort sincère visant à instaurer une relation de confiance entre l'école et la communauté.

Mécanisme de signalement en milieu scolaire et protocole de prévention de la radicalisation des jeunes (France)

Prévenir la radicalisation des jeunes

Ce livret est un outil de prévention de la radicalisation des jeunes à l'usage des chefs d'établissement et des équipes éducatives. Il caractérise le phénomène de radicalisation et propose à la vigilance des personnels un certain nombre de ses signes repérables. Enfin, il indique ce qu'il convient de faire lorsque ces signes ont été observés.



QU'EST-CE QUE LA RADICALISATION ?

La radicalisation, c'est l'action de rendre plus intriquant le discours ou l'action. La radicalisation peut s'exprimer par la contestation violente de l'ordre public et de la société, ainsi que par la marginalisation ou le refus de toute et/ou même pluralité, la radicalisation peut affecter des individus mais aussi des groupes, selon des idéologies diverses.

La radicalisation relève d'un processus et n'est pas un état. Elle trouve sa source dans l'enseignement de l'école, le plus souvent aujourd'hui par le biais de l'exposition à des contenus extrémistes diffusés sur Internet. Selon

MIVILUDES (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires), « l'emprise mentale » se caractérise par :

- une rupture avec les modalités habituelles de comportement, jugements, valeurs, sociabilités individuelles, familiales et collectives ;
- l'acceptation par une personne que sa personnalité et ses valeurs affectives, cognitives, relationnelles, morales et sociales soient modifiées par des suggestions, injonctions, idées, valeurs, doctrines imposées par un tiers ;

- l'adhésion et l'alignement inconscients, affectifs, comportementaux, intellectuels, moraux et sociaux à une personne ou à un groupe, conduisant à une obéissance absolue, une crainte des sanctions et une impossibilité de croire possible de revenir à un mode de vie antérieur ou d'en établir un autre, étant donné la certitude imposée que le nouveau mode de vie est le seul légitime.

Dans les cas les plus extrêmes, ce processus peut entraîner une attitude susceptible de conduire à l'acte violent et au terrorisme.

L'action préventive a vocation à repérer le plus tôt possible les signes de cette radicalisation. Plus tôt le risque d'exposition à un extrémisme sera repéré, plus tôt l'équipe éducative pourra donner l'alerte et limiter ainsi la rupture radicale avec l'École, la famille, la société

Le ministère français de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche a publié une brochure à l'intention des chefs d'établissement scolaire et du personnel de l'éducation, qui présente le mécanisme de signalement mis en place en France pour signaler les cas de radicalisation menant à la violence, et aider les jeunes exposés à ce risque.

Ce document fournit des informations générales sur le processus de radicalisation et ses signes d'alerte, des instructions sur le signalement des cas, les coordonnées des services publics compétents à l'intention des membres du personnel à la recherche de conseils, ainsi que des informations sur les cadres juridiques qui régissent le mécanisme de signalement.

Pour plus d'information : Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (2015). *Prévenir la radicalisation des jeunes*. http://cache.media.eduscol.education.fr/file/Prevention_radicalisation/20/2/prevention_livret_567202.pdf. Consulté le 2 novembre 2016.

Une fois que le mécanisme et les protocoles sont en place, enseignants, éducateurs, personnel scolaire et responsables communautaires doivent être formés à l'application de la procédure de signalement ainsi qu'à la formation de jugements raisonnables fondés sur les indicateurs et signes proposés. La désignation, au sein de la communauté locale, d'un point focal chargé de la prévention de l'extrémisme violent et doté des compétences requises pour gérer ces affaires peut être utile pour conseiller et aider le personnel scolaire dans le cadre des formations. Par ailleurs, il est important d'élaborer des documents de référence et des guides écrits à l'intention de tous les acteurs

concernés par le processus de signalement, afin de faciliter la coordination et l'échange d'informations entre parties prenantes.

Il faut éviter les tentatives de repérage des élèves à risque sans préparation. Un établissement qui perd la confiance de ses élèves perd également son pouvoir d'influence et donc tout espoir de mener des actions de prévention efficaces. Dans le pire des cas, cela peut même contribuer involontairement à alimenter l'extrémisme violent dans les esprits et à créer un climat hostile à l'école.

La question du genre – Le phénomène de l'extrémisme violent comporte indiscutablement une dimension de genre³². De fait, bien que l'on constate de plus en plus que les femmes jouent un rôle actif dans les organisations extrémistes violentes et dans les attaques, en passant à l'acte ou en y participant, les auteurs de ces actes et donc les cibles des campagnes d'embrigadement³³ restent le plus souvent des hommes. Compte tenu des particularités sexospécifiques les plus répandues, tous les efforts de prévention visant des élèves à risque doivent tenir compte de la question du genre. Cela suppose, par exemple, de traiter des causes de l'extrémisme violent sous l'angle du genre.

En outre, parce que la violence extrémiste touche fortement les femmes et les filles, il convient d'agir préventivement en faveur de leurs besoins et de leurs droits, et d'encourager leur leadership en la matière. Il faut, entre autres, que, dans le cadre de l'école, les femmes, et notamment les jeunes femmes, aient la possibilité de faire entendre leur voix sur le climat scolaire. On part ici du principe que, pour peu qu'elles disposent des moyens nécessaires et du soutien approprié, les jeunes femmes sont capables de contribuer à freiner la propagation de l'extrémisme violent et de la radicalisation menant à la violence parmi leurs pairs.

Il est également important d'offrir des possibilités de désembrigadement, de réadaptation et de réinsertion adaptées aux femmes et aux hommes, et capables d'aider les individus à risque à guérir de la violence (notamment la violence sexiste), s'ils ont eux-mêmes été victimes de l'extrémisme violent lorsqu'ils faisaient partie de ces groupes.

3.5. Coopération des parties prenantes

Sans compréhension mutuelle, coopération et confiance entre les établissements éducatifs et les différentes composantes de la communauté qui jouent un rôle éducatif, la prévention de l'extrémisme violent est rarement efficace. Les acteurs qui jouent un rôle éducatif primordial dans les activités de prévention sont brièvement présentés ci-après, mais la liste n'en est pas exhaustive. De nombreuses autres catégories professionnelles pourraient s'y ajouter, par exemple les artistes du spectacle, les entreprises, le milieu médical, etc. Les acteurs cités ci-dessous sont ceux qui ont participé dès le début aux actions de prévention.

Bon nombre d'entre eux mènent déjà un travail novateur en matière de prévention, par le biais de canaux d'éducation non formelle, au niveau municipal ou de la communauté. Cependant, leur contribution quotidienne à la cohésion sociale est souvent sous-estimée et mérite donc d'être mieux connue et prise en compte lors de l'élaboration des stratégies et des activités éducatives nationales de prévention.

Les présentations qui suivent visent à fournir des indications sur les domaines de collaboration possibles et sur les questions à prendre en compte pour s'associer à ces acteurs majeurs

Les familles – Il va sans dire que les parents et la famille proche sont les agents de socialisation les plus importants pour les enfants. En règle générale, connaître la famille et l'environnement d'un élève aide les enseignants et l'école à mieux comprendre son comportement en milieu scolaire. S'agissant de l'extrémisme violent, la recherche montre que l'histoire familiale des membres de mouvements extrémistes violents ne constitue pas un dénominateur commun. La famille peut cependant jouer un rôle important pour protéger les élèves à risque. Pour cela, il faut faire mieux comprendre aux parents les processus de radicalisation qui mènent à la violence, et les doter des compétences nécessaires pour jouer un rôle actif dans le développement d'attitudes positives à l'égard de la non-violence.

En effet, les mères et les pères peuvent exercer une influence particulièrement positive à condition de savoir comment communiquer avec l'enfant de manière constructive, sans donner de leçons de morale. Si les mères sont bien informées,

soutenues et dotées des moyens d'agir, elles sont bien placées pour déceler des vulnérabilités potentielles³⁴. Quant aux pères et aux parents de sexe masculin, ils ont spécifiquement pour responsabilité de valoriser et de mettre en avant des modèles masculins non violents.

Cette coopération avec les familles devrait permettre aux établissements scolaires d'éviter les généralisations et donc de stigmatiser certains foyers ou d'essayer d'établir des liens de corrélation simplistes entre extrémisme violent et type de foyer (famille biparentale, famille monoparentale, etc.).

Les jeunes – Les jeunes, en général, font partie des premiers groupes de population touchés et concernés par l'extrémisme violent. Ils sont souvent victimes ou auteurs d'actes extrémistes violents et, à ce titre, sont des partenaires essentiels de la lutte contre ce phénomène. Ils doivent être considérés comme un élément de la solution plutôt que comme un problème, afin de mettre à profit leur capacité à devenir une force transformatrice, notamment en milieu scolaire. Les jeunes peuvent apporter une contribution substantielle à l'élaboration et à la mise en œuvre des programmes et des politiques dans ce domaine, si on les traite en partenaires égaux et responsables, dotés de droits et de responsabilités bien définis. Il faut en outre exploiter pleinement leur capacité à formuler des discours ancrés dans les valeurs de la diversité culturelle et de la compréhension mutuelle, venant contrer les promesses vides et la propagande des groupes extrémistes violents par le biais des médias et des TIC.

Il est un point important à noter : « les jeunes » et « les étudiants » sont souvent perçus comme formant des groupes distincts, les acteurs de chaque camp agissant en parallèle, avec peu de communication et de coopération. Pourtant, les deux groupes se recoupent en grande partie dans la plupart des pays. Les mesures relatives aux étudiants sont, dans une large mesure, applicables aux jeunes, et les questions qui concernent les jeunes concernent également les étudiants. Les acteurs de l'éducation devraient collaborer plus étroitement avec les jeunes, au-delà des limites du système éducatif.

Café Talks, une initiative menée par des jeunes pour la paix et la lutte contre l'extrémisme violent (Tunisie)

Des groupes de jeunes artisans de la paix, tels que l'Initiative nationale de la jeunesse contre le terrorisme, en Tunisie, prennent également une part active à la promotion de la paix et à la lutte contre l'extrémisme. Dans le cadre de ses activités de mobilisation des jeunes en faveur d'initiatives d'édification de la paix, Aslem dirige le programme « Café Talk Ambassadors », un projet mené par des jeunes, qui rassemble des jeunes femmes et des jeunes hommes dans des cafés pour participer à des débats ouverts sur des sujets qui les concernent, par exemple « L'art comme arme contre l'extrémisme violent ». L'une des principales causes de l'extrémisme réside dans le manque d'occasions de participer à des activités culturelles promouvant et reflétant la richesse de l'histoire et de la civilisation d'un pays. Ces débats sont essentiels pour sensibiliser la population et faire naître un sentiment d'appartenance à une communauté et à la société.

Pour en savoir plus sur les « Café Talks », consulter le site <http://cafetalks.org/>

Communautés religieuses et organisations défendant une conception non religieuse du monde –

Il est essentiel d'instaurer un dialogue ouvert entre les membres de communautés religieuses, d'organisations qui défendent une conception non religieuse du monde et d'autres représentants de la société pour créer un climat de confiance et de respect mutuel au sein de la société, et donner l'exemple du dialogue pacifique. Le dialogue intracommunautaire est également important pour comprendre et apprécier la diversité des opinions et des expériences au sein d'une communauté. Le fait d'échanger avec des personnes pouvant avoir des opinions, des valeurs et des croyances différentes des leurs, au sein et en dehors de leur communauté, peut permettre aux élèves de dépasser leurs préjugés et de faire la distinction entre faits et stéréotypes³⁵.

Pour atteindre cet objectif, il faut peut-être mettre en place une formation préalable des responsables religieux et des éducateurs à l'animation d'un tel dialogue et au soutien des élèves à risque qui cherchent un soutien psychologique et social. Les jeunes à risque étant susceptibles de se tourner

vers les responsables religieux pour leur demander des conseils, la formation doit aussi informer ces responsables des procédures de signalement existantes et des services de soutien utiles. Les responsables eux-mêmes peuvent également avoir besoin de conseils sur leurs droits et responsabilités envers les jeunes, en vertu de la législation en vigueur.

Prévenir la radicalisation violente (Indonésie)

Dans le cadre de la lutte contre la radicalisation menant à la violence, l'étude *Prévenir la radicalisation violente et le terrorisme – le cas de l'Indonésie* mentionne : « En Indonésie, un élément décisif de la lutte contre la radicalisation conduisant à la violence consiste à travailler par le biais de réseaux de personnes dotées d'une crédibilité religieuse, bien établies et hautement respectées dans les différents groupes ayant de l'impact dans la société. » Le rapport précise que les grandes organisations religieuses nationales jouissant d'une forte popularité (telles que la Muhammadiyah, la Nahdlatul Ulama et la LibForAll Foundation) ont déployé « des efforts pour contrer l'extrémisme violent, notamment en ciblant les écoles et les universités, en particulier les écoles religieuses. » Par exemple, les cours dispensés dans les écoles et les universités islamiques de la Muhammadiyah sont devenus « davantage pluralistes [...] et incluent des matières telles que les religions du monde, où toutes les religions sont étudiées. » En conséquence, les élèves ont entre eux des « discussions plus ouvertes et plus franches », non seulement sur la religion, mais aussi sur les affaires internationales et l'actualité.

Source : Ranstorp, M., 2009, *Preventing Violent Radicalization and Terrorism – The Case of Indonesia*. Stockholm, École suédoise de la défense nationale.

Forces de l'ordre – La coopération entre établissements scolaires et police peut être utile à l'action préventive, à condition que les activités communes soient réglementées conformément aux stratégies éducatives nationales, et que les rôles et responsabilités respectifs soient bien définis et compris par la police, le personnel éducatif, les élèves et les familles.

La méfiance entre élèves et forces de l'ordre peut nuire à la communication entre les établissements et la police, ce qui est problématique, notamment si cette dernière est appelée à intervenir d'urgence.

Il est essentiel d'instaurer une relation de confiance entre les établissements et la police, afin de pouvoir mener à bien l'action préventive. Cette confiance peut être cultivée par le biais de diverses activités. Des agents de police peuvent prodiguer des conseils sur l'extrémisme violent et les mesures de prévention de la criminalité en général, ou jouer un rôle éducatif s'agissant des questions générales de sécurité. Des jeunes peuvent également être invités aux séances de formation destinées aux policiers, afin de donner leur point de vue sur certaines questions sensibles, comme les interpellations et les fouilles au corps qui ciblent considérablement les jeunes. Ces interventions ponctuelles sont l'occasion pour les élèves et les policiers de se rencontrer et d'établir un dialogue pacifique. Elles permettent aussi de battre en brèche les idées reçues qu'ils peuvent avoir les uns des autres, et de dissiper la peur et la méfiance éventuelle qui peut exister entre eux.

Initiative Unity Jam de ConnectJustice (Royaume-Uni)

Les projets Unity Jam réunissent des jeunes âgés de 16 à 25 ans et des policiers pendant 48 heures pour résoudre les problèmes de leur communauté. Cet exercice créatif, lancé par ConnectJustice, s'appuie sur un concept théorique : apprendre, perfectionner ses compétences et confronter ses idées avec celles de ses pairs pour créer de nouvelles choses ensemble. Au-delà du simple échange, les participants jettent les bases d'une solution pérenne, dont le principal résultat est la création par les jeunes de produits/services visant à collaborer plus efficacement avec la police. Ce projet est mis en œuvre dans trois villes du Royaume-Uni.

Pour en savoir plus, consulter la page <http://connectjustice.org/activities.php>.

Preventing Terrorism and Countering Violent Extremism and Radicalization that Lead to Terrorism: A Community-Policing Approach, by OSCE



Ce guide contient des conseils sur les points essentiels pouvant influencer sur la réussite ou l'échec des efforts déployés par les forces de l'ordre pour mettre à profit la police de proximité dans la prévention du terrorisme et la lutte contre l'extrémisme violent et la radicalisation qui conduisent au terrorisme. Il est destiné aux décideurs et aux responsables des services de police, mais peut également servir aux responsables communautaires et aux éducateurs qui cherchent à collaborer plus étroitement avec les agents des forces de l'ordre.

Il explique notamment les principes fondamentaux et les caractéristiques des approches de la police de proximité afin de réduire les risques au minimum.

Publié par l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE), 2014.
(<http://www.osce.org/atu/111438>).

Anciens extrémistes violents – S'ils peuvent être mis à contribution, les anciens extrémistes violents qui souhaitent apporter leur aide peuvent constituer une ressource crédible et très efficace pour l'éducation préventive et pour les activités de désambragement, de réadaptation et de réinsertion. Dans plusieurs pays, ils sont invités dans les écoles pour raconter comment ils ont eux-mêmes rejoint puis quitté des groupes extrémistes violents, et pour mettre en garde contre les dangers et les désillusions de l'adhésion à un groupe radical. Certains d'entre eux ont créé des sites Web et dispensent leurs propres formations³⁶. Ailleurs, il existe des témoignages écrits et des films d'anciens jeunes extrémistes violents, qui peuvent

être utilisés dans le cadre éducatif. Comme toujours, il est important d'inviter d'anciens extrémistes violents de différents mouvements, afin que ce phénomène ne soit pas perpétuellement associé à un groupe ou une population en particulier.

My Former Life – The Tim Parry Johnathan Ball Foundation for Peace

My Former Life est une ressource éducative multimédia qui s'adresse aux jeunes âgés de 14 à 19 ans. Elle s'appuie sur un documentaire qui raconte l'histoire de quatre anciens extrémistes.

Le film s'intéresse aux raisons qui ont poussé ces personnes à prendre part à un conflit violent, aux conséquences de leur choix, et aux raisons pour lesquelles elles ont quitté le groupe auquel elles avaient adhéré. Il montre enfin leur évolution depuis qu'elles ont renoncé à la violence. Le film est projeté parallèlement à une série d'ateliers qui facilitent la discussion sur ce sujet difficile.

L'objet de cette ressource est de faire comprendre aux jeunes les causes, les conséquences et les séquelles de l'extrémisme violent.

Pour en savoir plus, consulter la page <http://foundation4peace.org/projects/my-former-life/>

Médias numériques – Presque tous les groupes extrémistes violents et non violents possèdent un site Web, voire même plusieurs, en plusieurs langues et avec différents messages adaptés aux différents publics. Les élèves comme les jeunes extérieurs au système scolaire restent vulnérables à leur propagande et à leur discours de haine. Pourtant, la plupart du temps, les établissements scolaires négligent ce problème. Les liens entre extrémisme violent et médias sont trop souvent considérés comme une question dont le règlement incombe aux fournisseurs d'accès à Internet et aux autres acteurs des médias. Il faut que cela change. Des mesures plus énergiques doivent être prises pour protéger les élèves, et les jeunes en général, contre les expressions extrémistes violentes diffusées par les médias, en particulier les médias numériques. Cela suppose de mettre en place, en milieu scolaire, des activités de sensibilisation à la citoyenneté en matière de médias ou citoyenneté numérique, ou à une utilisation constructive d'Internet et des autres médias numériques, notamment en apprenant à identifier les messages

néfastes et négatifs, et aussi à créer d'autres plates-formes et réseaux de dialogue et de compréhension mutuelle. Il est possible d'intégrer le concept de maîtrise des médias ou de citoyenneté numérique dans les programmes d'enseignement et de s'en servir comme cadre commun pour mobiliser les éducateurs, à tous les niveaux, en vue de développer les compétences dans ce domaine. Il importe également que la société civile ainsi que les communautés en ligne et les intermédiaires d'Internet (moteurs de recherche, fournisseurs de services et réseaux sociaux en ligne, par exemple) s'engagent à rendre les sources numériques d'information plus sûres. On peut, par ailleurs, faire appel aux blogueurs et autres acteurs des réseaux sociaux pour travailler avec les étudiants à mettre en œuvre l'éducation à la citoyenneté numérique³⁷.

L'éducation à la citoyenneté numérique

Le concept de citoyenneté numérique reconnaît que les enfants retirent des avantages d'une participation active et responsable au monde numérique. Pour que cette participation soit efficace, les enfants doivent posséder les compétences nécessaires pour explorer pleinement les possibilités qu'offrent les TIC, et faire preuve de résilience face aux risques qu'elles comportent. Une étude récente du Bureau de l'UNESCO à Bangkok définit la citoyenneté numérique comme la « capacité à trouver, utiliser et créer de l'information et à y accéder de manière efficace, à collaborer avec d'autres utilisateurs et à contribuer aux contenus de manière active, critique, sensible et éthique, et à naviguer dans le monde en ligne et des TIC de manière sûre et responsable, en connaissant ses droits ». Cela englobe trois dimensions :

1. compétences numériques : aptitudes cognitives, créatives et critiques à créer des contenus et y contribuer ;
2. résilience numérique : capacité de gérer les risques en ligne ;
3. droits et responsabilités numériques : capacité de reconnaître son droit à un accès équitable aux TIC et le droit à la vie privée, tout en assumant la responsabilité du respect des droits d'autrui.

Référence : UNESCO. *A Policy Review: Building Digital Citizenship in Asia and the Pacific through Safe, Effective and Responsible Use of ICT*. UNESCO Bangkok. 2016
<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002468/246813e.pdf>

Enseignants – Les enseignants, enfin et surtout, jouent un rôle essentiel dans la prévention de l'extrémisme violent, non pas pour assurer une surveillance, mais en tant qu'éducateurs. Parce qu'ils sont en contact direct avec les jeunes, ils peuvent constituer des modèles d'identification, des agents du changement et des médiateurs favorisant le dialogue et instaurant un respect mutuel. Ils peuvent également être les premiers à repérer des signes de radicalisation menant à la violence, et à y répondre en abordant des questions polémiques. Enfin, les enseignants peuvent servir de lien entre l'école, les familles et la communauté en général, pour que toutes les parties prenantes concernées œuvrent ensemble à un objectif commun, à savoir venir en aide aux élèves à risque.

Pour que les enseignants puissent remplir un rôle constructif en tant que médiateurs pour la paix, il faut les consulter, les motiver et les doter des bons outils d'enseignement et d'apprentissage, ce qui suppose d'améliorer leur capacité à développer chez les apprenants un ensemble de compétences cognitives et non cognitives – réflexion critique, capacité à considérer les choses sous des angles différents, compréhension de la complexité, courage moral et comportement en ligne responsable – par le biais de la formation initiale et continue. Il faut aussi encourager les enseignants à être soucieux et respectueux des difficultés personnelles des élèves aux prises avec des questions d'identité et de sens. Cette dimension ne doit pas être négligée afin que les enseignants puissent offrir aux élèves, en temps opportun, des orientations appropriées pouvant contribuer à enrayer le processus de radicalisation.

Enfin, les enseignants devraient bénéficier d'un soutien psychologique et social adapté pour affronter et surmonter les conséquences des attaques et des menaces des groupes extrémistes violents, car elles brident leur capacité à jouer un rôle constructif en matière de prévention.

Malheureusement, force est de reconnaître que les enseignants peuvent être à l'origine de l'extrémisme violent, en transmettant des messages de haine et d'intolérance qui ont une influence néfaste sur les élèves et sur le climat scolaire. Dans ce cas, il convient d'appliquer les procédures et les sanctions prévues à l'encontre de ceux qui tiennent des propos haineux.

4. Modalités de mise en œuvre

4. Modalités de mise en œuvre

Pas de modèle unique – Selon les capacités du pays (institutionnelles, financières et humaines), son engagement politique en faveur de l'action préventive et son degré de vulnérabilité à l'extrémisme violent, plusieurs types d'activités de prévention peuvent être mises en œuvre. Le présent Guide part du principe que les différents pays ou systèmes éducatifs en sont à un stade différent de préparation dans ce domaine, et donc que les programmes de mise en œuvre correspondants varient d'un pays à l'autre. Il importe de souligner qu'il n'existe pas de méthode unique en matière de prévention de l'extrémisme violent par l'éducation.

L'étendue et la nature de l'extrémisme violent et de ses facteurs de répulsion et d'attraction ne sont pas identiques toujours et en tous lieux, pas plus que les forces et les faiblesses des systèmes éducatifs nationaux lorsqu'il s'agit de répondre au défi que représente l'extrémisme violent.

L'évaluation objective de la situation d'un pays contribue à minimiser le risque qui consisterait à accorder du crédit aux fausses hypothèses susceptibles de compromettre l'efficacité des futurs programmes et politiques.

Mener une analyse de situation

Les politiques de prévention devraient se fonder sur une solide analyse de la situation.

Exemples de questions à poser avant d'élaborer des politiques de prévention :

- Quelles sont les manifestations et l'ampleur de l'extrémisme violent aujourd'hui dans le pays ?
- Quels sont les groupes les plus à risque ?
- Quelles sont les zones géographiques les plus vulnérables du pays ?
- Quels sont les facteurs locaux, régionaux et internationaux des manifestations locales de l'extrémisme violent ?
- Quels sont les besoins exprimés dans le pays en matière d'éducation à la prévention de l'extrémisme violent, selon tous les groupes de parties prenantes, y compris ceux qui sont le plus à risque et les anciens membres des groupes extrémistes violents ?

- Quelles sont les personnes et les organisations qui travaillent déjà dans ce domaine ? Des enseignements ont-ils été tirés de leur action ?

Ces questions, et d'autres du même ordre, aideront le secteur de l'éducation à juger de la pertinence du problème par rapport au contexte national. Des analyses de situation doivent être menées avec la participation de chercheurs professionnels, des populations ou groupes considérés « à risque » et des communautés concernées. En mobilisant une grande variété de points de vue et une large base d'information (nationale et internationale) pour cet exercice, on réduit le risque de négliger des connaissances utiles sur les facteurs qui contribuent potentiellement à l'extrémisme violent et aux solutions qui pourraient être apportées.

Pour plus d'information : consulter les questions formulées par le Fonds mondial pour l'engagement de la communauté et la résilience; <http://www.gcerf.org/>

Dans cette section, nous présentons des méthodes courantes de mise en œuvre à l'échelon national, qui peuvent servir de modèle ou bien être reproduites, adaptées ou repensées, selon qu'il convient. Elles n'ont pas vocation à être toutes appliquées. Il s'agit d'un éventail de méthodes à combiner ou à mettre en place individuellement pour répondre au mieux aux besoins du pays.

Principes directeurs – Lors de la mise en œuvre de telle ou telle de ces activités, il est important de garder à l'esprit les principes fondamentaux énoncés ci-dessous, lesquels peuvent aider à ce que les interventions s'attaquent réellement aux conditions propices à l'extrémisme violent.

Les activités doivent :

- être fondées sur les droits de l'homme (respecter les droits fondamentaux de tous les apprenants, notamment le droit à l'éducation) ;
- contribuer aux résultats d'apprentissage généraux qui améliorent la qualité et la pertinence de l'enseignement, conformément à l'Objectif 4 de développement durable relatif à l'éducation ou à l'agenda Éducation 2030³⁸ ;
- être développées et étendues sur la base d'évaluations reposant sur des données factuelles et des conclusions de ces évaluations ;

- être suffisamment audacieuses pour s'attaquer aux véritables revendications des élèves (systémiques et psychosociales) ;
- être participatives (faire participer les jeunes, les parents et les familles, les responsables communautaires, les travailleurs sociaux et les professionnels de santé, les forces de l'ordre, les autorités municipales, etc.) à tous les stades, de la conception à l'évaluation.

Activités « spécifiques à la prévention de l'extrémisme violent » et « relatives à la prévention de l'extrémisme violent »

On distingue généralement deux types de politiques ou d'activités de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent. Comme cela est mentionné dans le projet de document *Guidance on the difference between "PVE Specific" and "PVE Related" Programmes and Projects* (Document d'orientation sur la différence entre les programmes et les projets 'spécifiques à la prévention de l'extrémisme violent' et ceux qui sont 'relatifs à la prévention de l'extrémisme violent', 2016) de l'Équipe spéciale de lutte contre le terrorisme des Nations Unies, il existe un type d'activité spécifique et un type relatif à l'objectif. Les activités « spécifiques à la prévention de l'extrémisme violent » sont conçues pour prévenir ce phénomène de façon directe et ciblée, par exemple en présentant et en discutant des témoignages d'anciens jeunes extrémistes violents dans des écoles situées dans une région géographique particulièrement exposée à l'extrémisme violent. Les activités « relatives à la prévention de l'extrémisme violent » visent des objectifs utiles pour prévenir ce phénomène chez les élèves, mais sont conçues pour atteindre des objectifs éducatifs généraux. Soulever le problème de l'extrémisme violent dans le cadre de l'éducation à la citoyenneté mondiale ou interculturelle « classique » en serait un exemple.

4.1. Approches sectorielles

Certains pays ont choisi de lancer des initiatives sectorielles pour établir des priorités nationales et assurer l'engagement des institutions en faveur des activités de prévention. Parmi les approches adoptées, on peut citer l'élaboration de plans ou stratégies nationaux de prévention de l'extrémisme violent comprenant des volets relatifs à l'éducation (Algérie, Burkina Faso, Danemark, Finlande, France). D'autres pays, plus rares, formulent des politiques et stratégies distinctes de

prévention de l'extrémisme violent par l'éducation (France, Maroc, Royaume-Uni). Dans les deux cas, il convient d'aligner ces plans sur les politiques éducatives en place qui contribuent à la réalisation de l'Objectif 4 de développement durable relatif à l'éducation (ODD 4) ou à l'agenda Éducation 2030. Il y a lieu également d'appuyer les politiques intersectorielles de prévention de l'extrémisme violent, qui comprennent des mesures liées à l'emploi, la protection sociale, etc.

Les approches sectorielles peuvent aussi consister à mettre en place des groupes de coordination centrale pour la prévention de l'extrémisme violent au sein du ministère de l'éducation ou de la culture (Suède). Ces dispositions peuvent être utiles pour s'assurer que les mesures de prévention mettent à profit le savoir-faire de tous les acteurs de l'éducation et soutiennent les efforts continus déployés pour améliorer la pertinence de l'enseignement. Cela a notamment pour corollaire la création d'un réseau de points focaux pour la prévention de l'extrémisme violent dans l'ensemble du système éducatif (France) ainsi qu'au sein des autres ministères concernés.

Exemples d'activités :

- élaboration de plans nationaux multisectoriels de prévention de l'extrémisme violent et d'examen des politiques ;
- création de groupes de coordination centrale pour la prévention de l'extrémisme violent au sein des ministères de l'éducation ;
- établissement d'un système de points focaux au niveau des établissements scolaires et des régions, et/ou à l'échelon gouvernemental afin d'assurer la coordination des interventions liées à l'éducation ;
- mise en place de mesures de suivi et d'évaluation pour évaluer les progrès accomplis en matière de prévention et de soutien.

4.2. Approches fondées sur le programme d'enseignement

Les programmes d'enseignement jouent un rôle essentiel pour façonner la vision que les élèves ont d'eux-mêmes et du monde qui les entoure. Les approches de la prévention de l'extrémisme violent fondées sur le programme d'enseignement

doivent garantir que le programme prévu et enseigné est inclusif et développe les qualités essentielles de l'apprenant qui sont au cœur de l'éducation à la citoyenneté mondiale : (i) être informé et avoir l'esprit critique ; (ii) être socialement connecté et respectueux de la diversité ; (iii) être moralement responsable et engagé³⁹.

Ces compétences peuvent être développées par le biais des matières traditionnelles (éducation civique, histoire, littérature, éducation physique et sportive, études sociales, etc.) ou au moyen de projets et de devoirs transversaux. Ces derniers encouragent les élèves à travailler de manière interdisciplinaire et leur permettent de mettre en application « l'apprentissage par la pratique ».

La pertinence globale du programme d'enseignement peut aussi être renforcée en veillant à ce que son contenu ait un rapport avec les sujets de préoccupation actuels des élèves, qu'ils soient personnels, locaux, régionaux ou mondiaux⁴⁰. Par ailleurs, le processus d'élaboration et de mise en œuvre du programme sera enrichi par une participation active des praticiens. Le fait de solliciter et de prendre en compte le point de vue des différents groupes de parties prenantes pendant le processus d'élaboration du programme d'enseignement augmente les chances que celui-ci soit enseigné efficacement et considéré comme inclusif, et qu'il réponde aux besoins des divers élèves visés. Chefs d'établissement et enseignants doivent être considérés comme des acteurs particulièrement importants. Leur participation accroît considérablement leur détermination à mettre en œuvre le programme d'enseignement dans l'école et en classe⁴¹.

Exemples d'activités :

- introduction de contenus spécifiques dans des matières indépendantes (axés, par exemple, sur le bien-être, la vie scolaire, les religions du monde, la citoyenneté mondiale, etc.) ;
- approches transversales favorisant un travail interdisciplinaire et l'apprentissage fondé sur des projets ;
- intégration de contenus et de thèmes spécifiques dans l'ensemble du programme d'enseignement, notamment dans les grandes disciplines telles

que l'histoire, l'éducation civique et à la citoyenneté, la philosophie et les études sociales.

4.3. Formation et soutien des enseignants

La réussite de la mise en œuvre des activités de prévention par le biais du système éducatif dépend des capacités des éducateurs, des enseignants et du personnel scolaire, qui sont en contact direct avec les élèves et leur famille et, dès lors, aux avant-postes de la prévention. L'extrémisme violent touchant à des questions complexes – éventuellement liées à des tensions et conflits d'ordre socio-économique, culturel, religieux ou ethnique –, tous les enseignants ne se sentent pas à l'aise pour aborder ce sujet de front. Ils peuvent eux-mêmes cautionner des stéréotypes sources de division, et être mal préparés à mettre en question leurs propres préjugés. S'ils ne se sentent pas prêts à le faire sur le plan affectif ou professionnel, ils ne doivent pas prendre part à des discussions sur l'extrémisme violent et autres sujets sources de tensions. La réussite de l'action préventive dépend de la capacité des enseignants à comprendre et à maîtriser leurs propres préjugés. Il est donc primordial que les enseignants et les éducateurs en général soient bien au fait des messages qu'ils transmettent (intentionnellement ou non) en classe. Pour ce faire, on peut recourir à des activités de renforcement des capacités ciblées et adaptées, y compris des échanges entre pairs, avec le personnel scolaire et les éducateurs qui exercent en dehors du système éducatif formel. Les thèmes à explorer comprennent : les causes de l'extrémisme violent, les parcours de radicalisation conduisant à l'extrémisme violent, le rôle de l'éducation et, en particulier, des enseignants dans la prévention, l'attitude individuelle des enseignants concernant la violence, l'évocation de questions polémiques en classe, les politiques et les pratiques relatives à l'enseignement sur les religions et les conceptions non religieuses du monde par l'éducation interculturelle, le règlement des conflits et la médiation, les méthodes pédagogiques inclusives, etc.

Si un établissement n'a pas les moyens de se doter de personnel compétent pour assurer la formation des enseignants, il est plus judicieux de partager un formateur compétent entre plusieurs établissements que de confier ce rôle à une personne inexpérimentée, dénuée des aptitudes requises pour s'occuper de cette question.

En outre, il peut être utile de faire appel, dans le cadre des formations, à un point focal ou à un spécialiste qui soit également un membre largement accepté de la communauté, et qui possède une bonne connaissance des processus locaux de radicalisation menant à la violence. Des bénévoles peuvent agrandir l'effectif des ressources humaines. Il va sans dire que leurs qualifications doivent être évaluées avec soin, tant en ce qui concerne le profil personnel que les compétences nécessaires pour ce travail.

Exemples d'activités :

- formation initiale et continue sur l'extrémisme violent, ses causes, ses facteurs et ses manifestations ; méthodes pédagogiques de prévention ; rôle de l'enseignant dans la prévention ;
- soutien psychosocial pour les enseignants touchés par l'extrémisme violent.

***Essentials of Dialogue* par l'Institut Tony Blair pour le changement mondial**

Cette ressource donne aux élèves les outils nécessaires pour bâtir des sociétés inclusives qui embrassent la diversité. *Essentials of Dialogue* fait partie du programme éducatif de l'Institut Tony Blair pour le changement mondial (anciennement Fondation Tony Blair pour la foi) intitulé « Generation Global », et peut être utilisé dans les classes du monde entier. Cette ressource gratuite peut aider quiconque souhaite doter les jeunes des éléments essentiels pour mener un dialogue constructif. Les différents chapitres comprennent une dimension théorique ainsi que des activités pratiques pour aider les enseignants à explorer, développer et mettre en pratique les techniques du dialogue en classe.

Téléchargeable en anglais, en arabe et en ourdou à l'adresse suivante :

<http://tonyblairfaithfoundation.org/projects/supporting-next-generation/supporting-next-generation-essentials-dialogue-0>. Version pour ipad/iphone disponible à l'adresse <https://itunes.apple.com/us/book/id1125961970>

4.4. Approches et interventions à l'échelle de l'établissement

Le Bureau international d'éducation de l'UNESCO définit l'approche à l'échelle de l'établissement comme suit : activités qui « impliquent de répondre aux besoins des apprenants, du personnel et de la communauté en général, non seulement dans le cadre du programme d'enseignement, mais dans l'environnement scolaire et d'apprentissage dans son ensemble. Cela suppose une action collective et collaborative menée par et dans la communauté scolaire en vue d'améliorer l'apprentissage, le comportement et le bien-être des élèves ainsi que les conditions qui favorisent l'obtention de ces résultats »⁴².

Les approches fondées sur l'école sont particulièrement efficaces pour atteindre les élèves et fournir des réponses globales au problème de la montée de l'extrémisme violent. L'école, en tant que microcosme de la société, peut donner aux élèves l'occasion d'avoir une réflexion critique et d'appliquer les leçons d'éducation civique à des situations réelles. Elle fournit en outre un cadre pour faire du bénévolat ou initier des projets de services à la communauté, ce qui peut avoir un effet transformateur. L'acquisition de compétences permettant de renforcer la résilience des élèves à l'extrémisme violent est généralement plus efficace si l'apprentissage est issu d'une expérience directe⁴³.

Les approches fondées sur l'école couvrent un large éventail d'activités liées aux politiques de l'établissement, à la qualité du programme scolaire et de l'enseignement, au leadership et à la gestion de l'établissement ainsi qu'à sa culture (mentalité, normes et rituels), aux activités qu'il offre aux élèves et à la collaboration qu'il entretient avec la communauté en général⁴⁴.

Exemples d'activités :

- assemblées scolaires s'attaquant au problème de l'extrémisme violent, discussions ouvertes sur des questions polémiques ;
- formulation de politiques de lutte contre le harcèlement et de codes de conduite à l'issue de processus participatifs impliquant les élèves, les enseignants, le personnel scolaire et les familles ;
- services pour le bien-être et la protection des élèves (notamment en matière d'orientation et de conseil) ;

- projets dirigés par des jeunes en faveur du dialogue interculturel et d'un climat scolaire inclusif ;
- invitation d'intervenants à des débats thématiques avec les élèves et les parents : agents des forces de l'ordre, anciens extrémistes violents, professionnels des médias/d'Internet, etc.

4.5. Éducation non formelle et approches communautaires

Étant donné que les processus de radicalisation menant à l'extrémisme violent se déroulent essentiellement à l'échelle locale, les efforts de prévention sont particulièrement efficaces lorsqu'ils sont mis en œuvre au moyen d'approches communautaires et d'activités d'éducation non formelle. En effet, les retombées positives de ces méthodes sur la tolérance et l'engagement des jeunes ont été maintes fois mises en avant par les éducateurs, les praticiens, les parents et les jeunes. En favorisant l'instauration de relations positives entre des jeunes ou des communautés qui, autrement, pourraient s'opposer (au sein des établissements scolaires ou en dehors), elles encouragent la réflexion personnelle, la pensée critique, le leadership et la résilience, et ce non seulement pour les jeunes, mais aussi pour les familles et les communautés. En outre, elles offrent d'excellentes occasions de formuler et de diffuser des messages différents de ceux des groupes extrémistes violents, qui reposent sur l'intolérance et sur une vision sectaire du monde.

Pour être efficaces, ces programmes doivent être mûrement réfléchis, durables et avoir une résonance chez le public local⁴⁵. Les acteurs de la communauté, y compris les établissements scolaires et leur personnel, doivent aussi participer plus activement à l'élaboration et à l'application de méthodes pédagogiques créatives reprenant (ou renforçant) les politiques inclusives promues dans les systèmes éducatifs.

Enfin, pour s'assurer que les activités communautaires débouchent sur un changement durable, il est important d'intégrer dans les programmes des activités pertinentes de suivi et d'évaluation mesurant l'évolution des perceptions et, dans la mesure du possible, des comportements au sein de la communauté. Pour ce faire, on peut utiliser de simples sondages, enquêtes, groupes de discussion ou tables rondes⁴⁶.

Exemples d'activités :

- programmes éducatifs sur le sport et les arts ;
- tables rondes au sein de la communauté pour l'échange et l'information ;
- plates-formes d'apprentissage en ligne ;
- soutien aux groupes de jeunes ;
- centres d'accueil des jeunes fournissant orientations et conseils ;
- programmes de sensibilisation des familles ;
- programmes d'éducation non formelle à l'intention des mères ;
- formations sur le lieu de travail et sensibilisation à la gestion de la diversité.

Campagne #UnisPourLePatrimoine

La campagne #UnisPourLePatrimoine, lancée en mars 2015, a touché des millions de personnes grâce à son action de sensibilisation à la nécessité de sauvegarder et de célébrer le patrimoine culturel et la diversité, ainsi qu'en opposant un discours alternatif à la propagande violente des extrémistes.

Alors qu'expressions culturelles et sites irremplaçables du patrimoine culturel sont de plus en plus pris pour cibles, il est essentiel que les populations et les communautés, en particulier les jeunes, soient sensibilisés à l'importance d'une meilleure connaissance des cultures du monde, et que les jeunes élaborent de nouveaux discours pour répondre aux messages de haine qui sont diffusés ainsi qu'à la destruction délibérée du patrimoine culturel. Les technologies numériques et Internet, qui ont une incidence directe sur la façon dont la diversité culturelle est exprimée et perçue, ainsi que sur les modes d'apprentissage et d'expression des jeunes, constituent un moyen de remédier au problème de la radicalisation par la culture.

Dans le cadre de la campagne #UnisPourLePatrimoine, l'UNESCO a mis en place un partenariat avec des institutions culturelles et des organisations de jeunes afin de faire participer les jeunes aux campagnes de sensibilisation à la protection de notre patrimoine culturel commun.

Pour en savoir plus, consulter la page : <http://www.unite4heritage.org/>

4.6. Partenariats intersectoriels

On n'insistera jamais assez sur le fait que les partenariats sont essentiels pour l'efficacité des activités de prévention de l'extrémisme violent. Les établissements scolaires et les systèmes éducatifs ne peuvent en général pas à eux seuls faire face à l'ensemble des causes de l'extrémisme violent, ni aider efficacement les élèves à risque et leur famille sans collaborer avec les autres secteurs de la société, notamment ceux de la justice, de la santé et de la protection sociale.

Les communautés touchées par la menace de l'extrémisme violent jouent un rôle capital dans la prévention grâce aux activités qu'elles mènent en collaboration avec les professionnels concernés, au sein et en dehors de l'école, car elles renforcent la cohésion et la résilience de la communauté face à l'extrémisme violent.

Exemples d'activités :

- organisation régulière de réunions de coordination au niveau municipal, avec la participation de responsables communautaires issus de tous les groupes religieux et non religieux, et de toutes les parties prenantes concernées (travailleurs sociaux, professionnels de santé, agents des forces de l'ordre, entreprises, etc.) ;
- mise en place de procédures de signalement avec et pour les responsables communautaires et les éducateurs ;
- campagnes d'information et d'éducation du public, et manifestations culturelles montrant la détermination commune de toutes les communautés qui composent la société de faire barrage aux discours de haine et à l'extrémisme violent.

5. Questions fréquemment posées

5. Questions fréquemment posées

Q1. Comment les écoles peuvent-elles fournir un cadre sûr et ouvert de dialogue et de discussion sur des questions liées à l'extrémisme violent qui sont considérées par la communauté ou par le pays comme politiquement sensibles ?

Les élèves ont besoin d'un lieu sûr pour aborder les questions liées à l'extrémisme violent, notamment celles qui sont considérées comme « taboues ». Plus ces questions sont sensibles, plus il est nécessaire que les élèves puissent les aborder dans un environnement sûr. Pour que les discussions sur des sujets sensibles ne dégèrent pas en débats politiques, il faut que les sujets soient clairement définis dès le départ, et assortis d'un objectif pédagogique spécifique. Par exemple, en cas de conflit entre des groupes ethniques de la communauté, il peut être utile d'aborder le sujet par une discussion sur le « dialogue interculturel » et « l'apprentissage du vivre ensemble ». L'utilisation d'exemples locaux peut aider les élèves à comprendre plus rapidement le concept. Le point de départ doit être l'objectif pédagogique défini, et non le sujet sensible, car celui-ci s'inscrit dans le cadre de l'objectif poursuivi. Cette approche permet parfois d'éviter que la discussion ne se transforme en débat politique, et de rester concentré sur le processus d'apprentissage.

Q2. Les écoles doivent-elles aborder des questions relatives à l'extrémisme violent sans évoquer les systèmes politiques que les élèves tiennent pour responsables de ce phénomène ?

Pour être efficace, la pédagogie utilisée en vue de prévenir l'extrémisme violent doit être complète et permettre aux élèves d'aborder tous les sujets et questions connexes, y compris les systèmes politiques et institutionnels en général, s'ils sont jugés pertinents et utiles pour mieux comprendre le sujet. L'adoption de cette perspective large vise à encourager les élèves à développer leur aptitude à la réflexion critique, pour qu'ils comprennent la complexité des phénomènes politiques et institutionnels et de leurs dynamiques. Passer sous silence un système politique perçu, à juste titre ou non, comme responsable de l'extrémisme violent

est à proscrire. La passivité ou l'évitement ne fait que susciter une méfiance envers les établissements d'enseignement et saper leur crédibilité auprès des élèves. La discussion doit cependant s'inscrire dans un cadre pédagogique bien défini, sans lequel le débat en classe risque de se transformer en débat politique. Lorsque l'on traite de sujets sensibles en milieu scolaire, il est essentiel de demeurer concentré sur les objectifs pédagogiques associés (formuler des arguments fondés sur des éléments probants, réflexion critique, réflexion personnelle, etc.) et de bien faire la distinction entre la propagande et les faits.

Q3. L'éducation à la citoyenneté mondiale est considérée comme une méthode éducative utile pour répondre à l'extrémisme violent. Mais est-elle pertinente lorsqu'il n'existe aucune notion commune de la citoyenneté ?

Pour l'UNESCO et les Nations Unies, l'éducation à la citoyenneté mondiale n'implique pas la promotion d'un statut juridique supranational. Il s'agit d'une philosophie éducative. Ainsi compris, le concept n'est en contradiction ni avec les formes nationales d'identité ou de citoyenneté ni avec l'absence de ces dernières. L'éducation à la citoyenneté mondiale peut être intégrée dans des matières existantes comme l'éducation civique ou l'histoire, même sans notion claire de citoyenneté, en introduisant des principes fondamentaux communs à toutes les cultures et favorisant la prise de conscience de l'appartenance commune de tous les individus à l'humanité. Ces principes comprennent, par exemple, le respect de la diversité, l'inclusion et la solidarité pour l'humanité. Si le contexte local fait que l'on juge inapproprié de faire référence à la « citoyenneté mondiale », ces principes peuvent être formulés différemment et introduits sous d'autres appellations comme « éducation pour une culture de la paix » ou « l'apprentissage du vivre ensemble ». La force et l'efficacité de l'éducation à la citoyenneté mondiale pour stopper l'extrémisme violent ne résident pas dans la formulation, mais dans les principes qu'elle promeut.

Q4. L'éducation religieuse doit-elle être intégrée dans les stratégies de prévention de l'extrémisme violent par l'éducation ?

Certains extrémistes violents prétendent perpétrer des actes violents au nom de la religion, et en déforment ainsi les principes. Cela crée une idée fausse

selon laquelle l'extrémisme violent est un problème de nature religieuse. Si l'enseignement des religions et des croyances religieuses est jugé nécessaire, il doit notamment viser à éliminer ces idées fausses⁴⁷. Ces programmes devraient permettre aux élèves d'apprécier les valeurs des différentes religions et d'en apprendre davantage sur celles-ci. Cependant, il convient d'aborder « l'éducation religieuse » ou « l'éducation axée sur les enseignements d'une religion donnée » avec prudence et dans le respect des cadres juridiques nationaux et des politiques en vigueur. Les enseignements religieux qui promeuvent une hostilité déclarée envers d'autres religions ou communautés, ou qui tolèrent des discours de haine créent des difficultés et sont à condamner. Il importe de veiller à ce que l'éducation religieuse développe une vision du monde ouverte et plus large, englobant l'acquisition d'une bonne compréhension des conceptions non religieuses du monde, et de mettre en place, si nécessaire, des orientations pédagogiques supplémentaires et des programmes de formation pour les enseignants.

Q5. En l'absence de définition claire de l'extrémisme violent, comment les programmes d'enseignement peuvent-ils traiter ce sujet ?

Il est vrai que l'extrémisme violent et d'autres concepts connexes n'ont pas de définition convenue au niveau international, d'aucuns pouvant y trouver prétexte pour soutenir que ces notions sont trop subjectives pour être traitées à l'école. Mais cette situation n'est pas unique. Il n'existe pas non plus de définition internationalement convenue de la « citoyenneté mondiale » et, pourtant, cela n'empêche pas les pays de l'intégrer à leurs programmes d'enseignement. Définir les différents termes est parfois difficile, mais de nombreuses approches et acceptions de ces notions présentent des éléments conceptuels communs. On peut partir de ces éléments fondamentaux en aidant les élèves à les envisager sous l'angle de leur contexte local, leur permettant ainsi de se forger une conception qui respecte le concept fondamental, tout en étant adaptée au contexte local. Il est également important de faire comprendre aux élèves qu'il existe différents points de vue sur l'extrémisme violent et autres concepts connexes : la diversité fait partie intégrante de la réalité qui entoure ces notions. L'absence de définition peut être l'occasion d'apprendre que différentes opinions

et visions du monde coexistent et qu'il faut les respecter. Cette diversité ne devrait pas être source de conflits violents.

Q6. Est-il nécessaire de se lancer dans la prévention de l'extrémisme violent par l'éducation dans un pays apparemment peu concerné par cette menace ?

Certaines mesures recommandées pour prévenir l'extrémisme violent peuvent être facilement adoptées par les pays qui ne sont pas exposés à un risque imminent en la matière. L'introduction de politiques éducatives inclusives favorisant le respect de la diversité et des environnements d'apprentissage sûrs et participatifs, ainsi que de pédagogies novatrices propices à la résilience et à la réflexion critique contribue avantageusement à promouvoir la cohésion sociale, à améliorer la qualité et la pertinence générales de l'enseignement, et à apporter un plus grand bien-être aux élèves. Ces mesures ne servent donc pas uniquement à stopper l'extrémisme violent. Certaines actions spécifiques, comme la mise en place de systèmes de signalement en vue d'aider les élèves à risque, sont peut-être plus pertinentes pour des pays confrontés à un risque mesurable d'extrémisme violent. Toutefois, étant donné que les recruteurs opèrent souvent dans le monde virtuel, sur Internet, et donc au-delà des frontières nationales, tous les élèves sont potentiellement exposés aux discours extrémistes violents. Il est, par conséquent, utile de sensibiliser de façon globale les acteurs de l'éducation concernés, quel que soit le niveau de menace perçue, tandis que l'adoption de mesures spécifiques et le degré d'investissement consenti par le gouvernement pour leur mise en œuvre varieront ; cela dépendra de l'ampleur du risque qui est à déterminer à l'aide de statistiques, de recherches qualitatives et de tendances fiables.

Q7. Les systèmes d'éducation formelle peuvent-ils réellement prévenir l'extrémisme violent ? Quel doit être leur objectif ultime ?

Lorsqu'une personne fait des recherches sur Internet pour trouver un groupe extrémiste violent dans l'intention de le rejoindre, la prévention n'est plus de mise. À ce stade, cette personne est déjà sur la voie de l'extrémisme violent, et des mesures d'intervention s'imposent. Le scepticisme à l'égard du rôle de l'éducation formelle dans la prévention de l'extrémisme violent procède souvent

de l'espoir irréaliste que l'éducation formelle peut interrompre le processus de radicalisation conduisant à la violence qui est déjà à l'œuvre. Les mesures d'intervention rapide comprennent des éléments de prévention, mais ce n'est pas là le rôle que l'éducation formelle est censée jouer. L'éducation peut avoir une fonction préventive en faisant en sorte que les lieux d'apprentissage ne deviennent pas le terreau de l'extrémisme violent et permettent, au contraire, d'élever les défenses de la paix et du respect dans l'esprit des élèves. Plutôt que de servir à repérer les extrémistes violents potentiels, l'éducation peut doter les élèves des compétences nécessaires pour être capables de remettre en cause les idéologies, les mythes, les théories du complot et les visions du monde qui prônent l'exclusion, dont s'inspire souvent l'extrémisme violent. L'éducation est donc une stratégie de prévention à moyen et long terme qui compte parmi les plus efficaces pour toucher de larges pans de la population.

Q8. Comment renforcer les partenariats multisectoriels entre le secteur de l'éducation et les autres communautés et acteurs ?

Seuls, les établissements scolaires ou le secteur de l'éducation ne peuvent pas prendre toutes les mesures de prévention qui sont nécessaires. Les partenariats multisectoriels sont d'une importance cruciale, mais, dans ce domaine, il existe plus de défis que de possibilités. L'un des principaux obstacles réside dans le rôle supposé du secteur de l'éducation, traditionnellement l'obtention de résultats d'apprentissage correspondant aux connaissances, aux informations et aux compétences acquises par les élèves. Pour ce qui est de l'acquisition des valeurs, des attitudes et des comportements qui leur permettront de devenir des membres responsables de la société, elle est mise en avant dans l'éducation de la petite enfance, mais disparaît progressivement aux niveaux d'enseignement supérieurs. Le processus de socialisation des élèves ne fait pas partie du mandat perçu du secteur de l'éducation. Cela renforce l'idée qu'il n'a pas besoin d'établir des liens avec les autres acteurs de la communauté et de la société, lesquels sont de puissants agents de la socialisation générale des élèves. Alors qu'un changement de perspective majeur s'impose au sein du secteur de l'éducation lui-même, les activités de sensibilisation des établissements scolaires peuvent être conçues de façon à inclure la socialisation en tant que mission tout aussi essentielle de l'école.

NOTES

- 1 La Stratégie antiterroriste mondiale de l'Organisation des Nations Unies (A/RES/60/288), adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 8 septembre 2006, est un instrument mondial unique destiné à développer les efforts menés aux niveaux national, régional et international pour lutter contre le terrorisme. Pour en savoir plus, rendez-vous sur : <https://www.un.org/counterterrorism/ctitf/fr//un-global-counter-terrorism-strategy>
- 2 Rôle de l'UNESCO dans la promotion de l'éducation comme outil de prévention de l'extrémisme violent. Décision 197 EX/46, octobre 2015.
- 3 La section I relative aux mesures visant à éliminer les conditions propices à la propagation du terrorisme demande aux États membres de « favoriser le dialogue, la tolérance et la compréhension entre les civilisations, les cultures, les peuples et les religions », et de « promouvoir une culture de paix, de justice et de développement humain, de tolérance ethnique, nationale et religieuse, ainsi que le respect pour toutes les religions, valeurs religieuses, croyances et cultures en instituant ou en encourageant, selon le cas, des programmes d'éducation et de sensibilisation s'adressant à tous les secteurs de la société », et encourage l'UNESCO à jouer un rôle clé à cet égard (section I, par. 2-3).
- 4 Reconnaît que la lutte contre l'extrémisme violent, lequel peut conduire au terrorisme, y compris la lutte contre la radicalisation, est essentielle pour contrer la menace que représentent les combattants terroristes étrangers, et demande aux États membres de redoubler d'efforts pour lutter contre cette forme d'extrémisme violent (par. 15), et insiste sur le rôle que l'éducation peut jouer dans la lutte contre la propagande terroriste (par. 19).
- 5 Voir en particulier les paragraphes 15 à 17, qui encouragent les États membres à soutenir l'éducation à la citoyenneté mondiale, notamment l'éducation à la paix et aux droits de l'homme, pour aider à la prévention de l'extrémisme violent ; et qui encouragent la Directrice générale à renforcer le rôle moteur de l'UNESCO pour promouvoir et mettre en œuvre l'éducation comme outil essentiel pour contribuer à la prévention de l'extrémisme violent, et la capacité de l'Organisation à offrir une assistance aux États membres dans ce domaine.
- 6 Demande aux États membres « d'envisager de mettre en place des dispositifs de promotion d'une culture de la paix, de la tolérance et du dialogue interculturel et interreligieux, qui font une place aux jeunes et les dissuadent de prendre part à des actes violents, terroristes [...] » (par. 13).
- 7 Recommande aux États membres d'envisager d'élaborer un plan d'action national contre l'extrémisme violent à la suite d'un processus participatif incluant les ministères

de l'éducation, des responsables et des acteurs du milieu éducatif, des ONG, des jeunes et des médias (par. 44) ; de prendre les mesures qui s'imposent contre toutes les formes d'intolérance, telles qu'elles ressortent en particulier des programmes des établissements d'enseignement scolaire, des manuels et des méthodes pédagogiques (par. 50 (j)) ; de mettre en place des programmes d'éducation qui encouragent la citoyenneté mondiale, l'acquisition de compétences pratiques, la réflexion critique et l'alphabétisation numérique, d'envisager les moyens d'intégrer l'instruction civique dans les programmes d'enseignement, les manuels scolaires et le matériel pédagogique, et de renforcer l'aptitude des enseignants et des éducateurs à servir ces objectifs (par. 54 (b)).

- 8 Reconnaît l'importance de prévenir l'extrémisme violent par l'éducation lorsqu'il conduit au terrorisme, recommande aux États membres d'envisager de mettre en œuvre les recommandations du Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent du Secrétaire général des Nations Unies et d'élaborer des plans d'action nationaux et régionaux dans ce domaine (par. 40).
- 9 Demande aux États membres et aux entités locales qui s'emploient à soutenir l'action menée pour prévenir et combattre l'extrémisme violent de continuer d'œuvrer pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, notamment au moyen de l'éducation et de la formation dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que pour les droits de la défense et la primauté du droit (par. 4). Réaffirme également que l'éducation, y compris l'éducation et la formation dans le domaine des droits de l'homme, peut grandement contribuer à prévenir et à combattre l'extrémisme violent, et à cet égard encourage les États à coopérer aux efforts déployés pour atteindre les buts et objectifs de l'éducation pour tous et à œuvrer pour atteindre les objectifs de la Déclaration des Nations Unies sur l'éducation et la formation aux droits de l'homme adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 66/137 du 19 décembre 2011 (par. 7).
- 10 Frazer, O. et Nünlist, C., 2015. « La lutte contre l'extrémisme violent ». *Politique de sécurité : analyses du CSS*, n° 183.
<http://www.css.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/center-for-securities-studies/pdfs/CSSAnalyse183-FR.pdf> (consulté le 17 octobre 2016).
- 11 Nations Unies. Janvier 2016. *Rapport du Secrétaire général. Plan d'action pour la prévention de l'extrémisme violent*. A/70/674 (par. 5).
- 12 Merriam Webster (consulté le 6 octobre 2017).
- 13 Nations Unies. 2016. *Rapport du Secrétaire général. Activités menées par le système des Nations Unies pour appliquer la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies*. A/70/826.
- 14 Living Safe Together. 2016. « *What is Violent Extremism?* »
<http://www.livingsafetogether.gov.au/aboutus/Pages/what-is-violent-extremism.aspx> (consulté le 22 novembre 2016).

- 15 Nations Unies. 13 octobre 2010. La Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies. A/RES/64/297, préambule. http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/64/297&referer=/english/&Lang=F (consulté le 22 novembre 2016).
- 16 Jamieson, A. et Flint, J., 2015. *Radicalisation and Terrorism: A Teacher's Handbook for Addressing Extremism*. Brilliant Publications.
- 17 Secrétaire général des Nations Unies. Janvier 2016 (par. 23).
- 18 Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique, Timbuktu Institute (Dakar). *Facteurs de radicalisation, causes du terrorisme : les jeunes Sénégalais s'expriment pour la première fois*. <http://bit.ly/2dyXagC> (consulté le 7 octobre 2016).
- 19 Collier, P et Hoeffler, A., 2002. Greed and Grievance in Civil War. *Document de travail de la Banque mondiale*, n° 2355. <http://documents.worldbank.org/curated/en/359271468739530199/pdf/multi-page.pdf> (consulté le 17 octobre 2016).
- 20 UNESCO. 2017. *Guide pour assurer l'inclusion et l'équité dans l'éducation*.
- 21 Forum mondial de lutte contre le terrorisme, principaux documents, Justice pénale et État de droit. <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/Rome%20Memorandum%20-%20FRE.pdf?ver=2016-03-29-134613-770> (consulté le 11 novembre 2016).
- 22 *Ibid.*
- 23 Le Conseil de l'Europe fournit une définition du discours de haine : Il « couvre toutes les formes d'expression qui propagent, encouragent, promeuvent ou justifient la haine raciale, la xénophobie, l'antisémitisme ou d'autres formes de haine fondées sur l'intolérance, y compris l'intolérance qui s'exprime sous forme de nationalisme agressif et d'ethnocentrisme, de discrimination et d'hostilité à l'encontre des minorités, des immigrants et des personnes issues de l'immigration ». <http://www.nohatespeechmovement.org/hate-speech-watch> (consulté le 11 octobre 2016).
- 24 Mohammad Niaz Asadullah, Nazmul Chaudhury et Syed Rashed al-Zayed Josh., 2009. *Secondary School Madrasas in Bangladesh: Incidence, Quality and Implications for Reform*. Banque mondiale. <http://siteresources.worldbank.org/EXTDEVIALOGUE/Resources/BangladeshMadrasaReportFinal.pdf>
- 25 Voir les recherches de Peter Suedfeld sur la « complexité intégrative », consultables à l'adresse suivante : <https://sites.google.com/site/icthinking/home> (consulté le 17 octobre 2016).
- 26 UNESCO. 2011. *The Cultural Diversity Lens: A practical tool to integrate culture in development – Pedagogical Guide*. http://www.unesco.org/new/fileadmin/MULTIMEDIA/HQ/CLT/pdf/The%20Cultural%20Diversity%20Lens_Pedagogical%20guide.pdf

- 27 Rapport GEM. 2016. Ce nombre représente 29 % de l'ensemble des apprenants. Quelque 263 millions d'enfants, d'adolescents et de jeunes à travers le monde ne sont pas scolarisés, y compris 61 millions d'enfants en âge de fréquenter le primaire, 60 millions d'adolescents en âge de fréquenter le premier cycle du secondaire, et 142 millions de jeunes en âge de fréquenter le second cycle du secondaire. L'Afrique subsaharienne est la région qui compte le plus d'enfants et d'adolescents non scolarisés (respectivement 31 millions, soit 52 % du total, et 24 millions, soit 39 %). L'Asie du Sud est la région qui compte le plus de jeunes non scolarisés en âge de fréquenter le second cycle du secondaire (69 millions, soit 48 %). (*Rapport mondial de suivi sur l'éducation*, 2016, p. 182.)
- 28 Nations Unies. 26 juillet 2016. *Rapport du Secrétaire général. Protection des enfants contre les brimades*. http://srsg.violenceagainstchildren.org/document/a-71-213_1483 (consulté le 19 octobre 2016).
- 29 UNESCO. 2009. *En finir avec la violence à l'école – Guide à l'intention des enseignants*. <http://unesdoc.unesco.org/images/0018/001841/184162f.pdf> (consulté le 11 novembre 2016).
- 30 *Op. cit.*, les pages 15 et 16 montrent des exemples de mesures disciplinaires éducatives.
- 31 Duckworth, A.L. et Seligman, M.E.P., 2005. « Self-Discipline Outdoes IQ in Predicting Academic Performance in Adolescents ». *Psychological Science*, vol. 16, n° 12, pp. 939-944.
- 32 Conseil de sécurité des Nations Unies. Résolution 1325 relative aux femmes, à la paix et à la sécurité. [http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1325\(2000\)](http://www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=S/RES/1325(2000)) (consulté le 1^{er} décembre 2016).
- 33 Carter, B., 2013. *Women and violent extremism*. GSDRC. <http://www.gsdr.org/docs/open/hdq898.pdf> (consulté le 2 novembre 2016).
- 34 Forum mondial de lutte contre le terrorisme (GCTF). <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Toolkit-documents/French-The-Role-of-Families-in-PCVE.pdf> (consulté le 30 novembre 2016)
- 35 Jackson, R., 2014. *Intersections – Politiques et pratiques pour l'enseignement des religions et des visions non religieuses du monde en éducation interculturelle*. Conseil de l'Europe. https://www.coe.int/t/dg4/education/Source/resources/signposts_FR.pdf (consulté le 30 novembre 2016).
- 36 Par exemple : « *Small Steps – From Hate to Hope* ». <http://smallstepsconsultants.com/who-are-we/>
- 37 Ferguson, K., 1^{er} mars 2016. *Countering Violent Extremism through Media and Communication Strategies*. Partnership for Conflict, Crime and Security Research. <http://www.paccsresearch.org.uk/wp-content/uploads/2016/03/Countering-Violent-Extremism-Through-Media-and-Communication-Strategies-.pdf> (consulté le 22 novembre 2016).

- 38 ODD 4 : « Assurer à tous une éducation de qualité, équitable et inclusive, et promouvoir des possibilités d'apprentissage tout au long de la vie ».
<http://www.unesco.org/new/fr/education/themes/leading-the-international-agenda/education-for-all/sdg4-education-2030/>
- 39 UNESCO. 2015. *Éducation à la citoyenneté mondiale – Thèmes et objectifs d'apprentissage*.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002329/232993f.pdf> (consulté le 19 novembre 2016).
- 40 Stabback, P. Mars 2016. « Qu'est-ce qui fait un curriculum de qualité ? ». *Réflexion en cours n° 2. Les principaux enjeux actuels en matière de curriculum et d'apprentissage*. Bureau international d'éducation de l'UNESCO.
<http://unesdoc.unesco.org/images/0024/002439/243975f.pdf> (consulté le 22 novembre 2016).
- 41 *Op. cit.*
- 42 Bureau international d'éducation de l'UNESCO.
<http://www.ibe.unesco.org/en/glossary-curriculum-terminology/w/whole-school-approach> (consulté le 24 novembre 2016).
- 43 Forum mondial de lutte contre le terrorisme. *Mémoire d'Abu Dhabi sur les bonnes pratiques en matière d'éducation pour lutter contre l'extrémisme violent*.
<https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/A/GCTF-Abu-Dhabi-Memorandum-FRE.pdf> (consulté le 20 octobre 2016).
- 44 Raihani, H., mars 2011. « A whole-school approach: A proposal for education for tolerance in Indonesia ». *Theory and Research in Education*, vol. 9, n° 1, pp. 23-39.
- 45 Recommandations formulées par des participants à un atelier consacré à « La lutte contre l'extrémisme violent : quel rôle pour les programmes de sport, d'art et de culture ? » organisé par le Centre mondial sur la sécurité coopérative (CGCC) et Hedayah, les 21 et 22 mai 2014, Émirats arabes unis.
<http://www.globalcenter.org/events/countering-violent-extremism-what-role-for-sports-arts-and-culture-programs/> (consulté le 20 novembre 2016).
- 46 *Les bonnes pratiques sur l'utilisation de la mobilisation communautaire et de la police communautaire pour lutter contre l'extrémisme violent*. <https://www.thegctf.org/Portals/1/Documents/Framework%20Documents/A/GCTF-CE-and-COP-Good-Practices-FRE.pdf> (consulté le 24 novembre 2016).
- 47 OSCE/ BIDDH. 2007. *Toledo Guiding Principles on Teaching about Religions and Beliefs in Public Schools*.
<http://www.osce.org/odihr/29154?download=true> (consulté le 1^{er} décembre 2016).



Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Secteur de
l'éducation

La prévention de l'extrémisme violent par l'éducation

Guide à l'intention des décideurs politiques

Cette publication propose des directives opérationnelles aux professionnels de l'éducation (décideurs politiques, enseignants et parties prenantes de l'éducation) pour s'attaquer aux problèmes spécifiques que pose l'extrémisme violent. Le Guide vise plus particulièrement à aider ceux et celles qui sont chargé(e)s de l'élaboration des politiques au sein des ministères de l'éducation à fixer des priorités, et à planifier et mettre en œuvre des mesures préventives efficaces en matière d'éducation, contribuant aux activités nationales de prévention de l'extrémisme violent.

